

**Deux Algériens reçoivent la distinction "Chevalier de l'Etoile d'Italie"**

P24

SAÏD CHANEGRIHA  
(CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ANP)

**Nécessité pour l'ANP d'élargir le cercle d'intérêt des fabrications militaires"**

P3

BMS

**Des averses orageuses sur les wilayas de l'Est**

P24

ETATS-UNIS

**Trump s'entête, mais l'étau se resserre**

P15



ABDELAZIZ DJERAD (PREMIER MINISTRE)

## La fermeture des écoles "pas à l'ordre du jour"

P3



AMMAR BELHIMER

(MINISTRE DE LA COMMUNICATION)

**Programme d'action pour la révision des cadres juridiques régissant le secteur**

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a annoncé, hier, que son département avait entamé la mise en œuvre d'un programme d'action reposant essentiellement sur la révision des cadres juridiques régissant le secteur, notamment la loi organique de l'information, la loi sur l'audiovisuel et la généralisation de la numérisation du secteur. Dans un entretien diffusé sur le site électronique «Inter News», le ministre a fait savoir que son département avait lancé la mise en œuvre de ce programme à travers des activités et des rencontres, dont l'organisation d'ateliers thématiques, sauf que ces activités ont été reportées, en raison de la conjoncture sanitaire due à la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus. «Nous tentons de trouver des formules alternatives pour poursuivre les réformes», a-t-il dit. «Il faut prendre en considération que les réformes arrêtées par le ministère de la Communication dépendent désormais de la révision de la Constitution et de ce qui en découlera comme lois organiques et lois ordinaires», considère M. Belhimer.

P4

TIPASA

**Coup d'envoi de la campagne nationale de reboisement**

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné hier, en compagnie d'une délégation ministérielle, à partir de Tipasa, wilaya la plus touchée dernièrement par des incendies de forêts, le coup d'envoi de la campagne nationale de reboisement, à l'occasion de la journée nationale de l'Arbre, sous le slogan "qu'il le plante". A cet effet, 250 000 arbres seront plantés à travers le territoire national dont 3 000 à Tipasa essentiellement des oliviers, étant la wilaya la plus touchée par les incendies de forêts survenus dernièrement, avec des pertes estimées à 3.600 hectares dont 820 lors de la nuit du 6 au 7 novembre dernier ayant fait deux morts.

Cette initiative, organisée dans les hauteurs de Tipasa, au barrage Boukerdane à Sidi Amar et qui coïncide avec la Journée internationale des droits de l'enfant, a vu la participation de jeunes scouts musulmans algériens (SMA), de cadets de la Nation, de citoyens et d'acteurs de la société civile.

P2

### Régions

BISKRA

**Production prévisionnelle de plus de 181000 qx d'olives**

P8

AÏN-TEMOUCHENT

**Un incendie ravage 7,5 hectares à la forêt de Sassel**

P9

### CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**1019 nouveaux cas, 602 guérisons et 19 décès**

P3

INCENDIES DE FORÊTS

**Djerad appelle à l'accélération des procédures d'indemnisation**

P2

TRANSPORT AÉRIEN

**Les compagnies auront besoin de 70 à 80 mds USD d'aides en plus**

P2

### Sport

FOOT / CONTRAT TV CAF-LAGARDÈRE

**Ahmad et Omari dans le collimateur de la Fifa**

P13



Brèves

**MINES ANTIPERSONNEL  
L'Algérie élue  
membre du Comité  
sur l'assistance aux  
victimes**

L'Algérie a été élue, à l'unanimité, en tant que membre du Comité sur l'assistance aux victimes des mines antipersonnel pour un mandat de deux ans (2021 -2022). L'élection s'est déroulée au cours des travaux de la 18<sup>e</sup> Assemblée des Etats parties à la convention d'interdiction des mines antipersonnel, tenus du 16 au 20 novembre 2020.

Le rôle de ce comité, dont la composition actuelle comprend l'Algérie, l'Equateur, la Thaïlande, et la Suède, consiste à soutenir les Etats parties dans les efforts qu'ils déploient, au niveau national, en présentant des conclusions et des recommandations, notamment sur les progrès et les réalisations enregistrées et sur les difficultés à régler afin de renforcer l'assistance aux victimes. Les membres dudit comité siègent également au Comité de coopération chargé du suivi des activités inscrites dans le cadre de la mise en œuvre de la convention. Par cette élection, les Etats parties reconnaissent le rôle pionnier de l'Algérie dans la lutte contre les mines antipersonnel et la prise en charge des victimes datant de la guerre de Libération nationale.

Pour rappel, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel est entrée en vigueur en Algérie le 9 avril 2002. Depuis son ouverture à la signature en 1997, pas moins de 164 pays ont ratifié ou adhéré à la convention.

R.N

COVID-19

**Plus de 700 artistes  
bénéficient d'une  
aide de 30.000 DA**

Plus de 700 artistes de la wilaya d'Oran ont bénéficié d'une aide d'un montant de 30 000 DA octroyée à cette frange professionnelle impactée par la pandémie de la Covid-19, a-t-on appris auprès de la direction de la Culture. 715 artistes ont reçu les trois tranches de cette aide d'un total de 30.000 DA, a indiqué le chef de service des activités culturelles, Nouri Mekhissi.

La première liste des bénéficiaires comprend 254 artistes, la seconde 213 et la troisième 80, alors que la quatrième a concerné 87 artistes et la cinquième 81 autres, a fait savoir M. Mekhissi.

Précisant que les artistes bénéficiaires de cette aide activent dans différents genres artistiques, il a ajouté qu'elle a aussi concerné les techniciens activant dans les domaines culturels. L'inscription des artistes a été lancée en juin dernier sur la plateforme électronique mise en place par la direction précitée pour éviter le déplacement des personnes concernées, afin de prévenir la propagation de la Covid-19, a-t-on rappelé. L'opération d'inscription a été suspendue conformément à une instruction du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales fixant la date limite de réception des dossiers au 25 août dernier, a-t-on noté. Le nombre d'inscrits pour bénéficier de cette aide a atteint plus de 1 000, mais seuls 715 demandeurs ont été satisfaits, le reste n'étant pas issus de la wilaya d'Oran et ont été donc dirigés vers les directions de la culture de leurs wilayas. D'autres dossiers ont été rejetés pour non fourniture des documents prouvant l'exercice d'une activité culturelle ou d'une carte d'artiste, a-t-on indiqué. Tout artiste qui dispose d'une carte d'artiste, d'une carte de l'Office national des droits d'auteur (ONDA) ou de certificats d'institutions publiques activant dans le domaine culturel, ainsi que des grands artistes célèbres sur la scène nationale, ont bénéficié de cette aide, a-t-on souligné.

APS

INCENDIES DE FORÊTS

**Djerad appelle à l'accélération  
des procédures d'indemnisation**

*Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé hier de Tipasa les services concernés à "accélérer" les procédures d'indemnisation des agriculteurs touchés par les incendies de forêts enregistrés la nuit du 6 au 7 novembre dans huit wilayas.*



Il est impératif de procéder à l'indemnisation des agriculteurs sinistrés "dans un délai n'excédant pas le 15 décembre prochain", a-t-il dit insistant sur "l'allègement des procédures administratives" à cet effet. M. Djerad a évoqué, dans ce sens, les victimes qui ont péri lors de ces incendies, au nombre de deux morts, soulignant que le gouvernement "assurera l'indemnisation de leurs familles". Tipasa est la wilaya la

plus touchée dernièrement par des incendies de forêts, avec des pertes estimées à 3 800 hectares dont 820 lors de la nuit du 6 au 7 novembre dernier ayant fait deux morts. Le Premier ministre a qualifié la Journée nationale de l'arbre "de journée particulière", au vu des "pertes importantes" occasionnées dernièrement aux forêts, rappelant que "les enquêtes ont démontré l'acte criminel avec la complicité de parties hostiles à l'étranger". La

forêt est "une richesse nationale qui constituait jadis un rempart contre le colonisateur qui l'avait submergé de napalm", a soutenu M. Djerad, ajoutant que "les ennemis d'aujourd'hui ont voulu attenter aux forêts à travers des opérations préméditées, mais notre réponse sera pacifique en procédant au reboisement". Le Premier ministre a appelé "tous les Algériens à planter des arbres, symboles de liberté et de régénération". Il a également

tenu à souligner que cette journée coïncide avec la Journée internationale des droits de l'enfant, ajoutant que "l'arbre est le fruit de la vie comme l'enfant est le fruit de l'humanité". Souhaitant une "année scolaire réussie aux élèves", M. Djerad a appelé la famille éducative à davantage de mobilisation pour se protéger et protéger les élèves, à travers le strict respect du protocole de prévention contre la Covid-19.

R.N

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF)

**Appel à une industrialisation plus rapide  
des économies africaines**

La Banque africaine de développement (BAD) a appelé à une industrialisation plus rapide des économies africaines à l'ère de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). "A l'avant-garde de la promotion de politiques industrielles intelligentes et de la mobilisation de fonds de développement des infrastructures pour l'Afrique, la BAD exhorte le continent à accélérer l'industrialisation pour la transformation des économies africaines", a indiqué l'Institution dans un communiqué publié sur son site web. Cet appel a été lancé à l'occasion de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, célébrée chaque année le 20 novembre sous le thème "l'industrialisation inclusive

et durable à l'ère de la ZLECAF". L'événement offre aux gouvernements et aux partenaires de développement la possibilité d'explorer ou de mettre en évidence des initiatives qui vont progresser l'industrialisation de l'Afrique, souligne la BAD. Cité dans le communiqué de la BAD, le vice-président de la Banque, Solomon Quaynor a déclaré "L'industrialisation, où nous ajoutons de la valeur à ce que nous produisons de manière compétitive, puis exportons, et échangeons également entre nous dans le cadre de la ZLECAF sur un marché de 1,3 milliard de personnes, doit être priorisée et réalisée". La BAD a, dans ce sillage, affirmé qu'elle continuait d'appuyer l'opérationnalisation de la ZLECAF. "La Banque travaille avec

les pays africains qui élaborent des stratégies de mise en œuvre de la ZLECAF, les aidant à renforcer leurs capacités et à tirer parti des opportunités offertes par la libéralisation des échanges", souligne l'Institution. Selon la Revue annuelle de l'efficacité du développement (ADER) 2020 de la Banque publiée cette semaine "lorsque les entreprises peuvent commercer au-delà des frontières, l'industrie peut se développer, les économies peuvent se diversifier et les pays peuvent progresser dans la chaîne de valeur". Le rapport souligne aussi que les investissements de la BAD en 2019 ont profité à un million de personnes précisant que "les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) qui ont

bénéficié des projets de la Banque ont triplé leur chiffre d'affaires à 1 milliard de dollars". "La pandémie a, également, créé des opportunités pour l'Afrique de renforcer les capacités de fabrication locales de médicaments de base et essentiels, d'équipements de protection individuelle et d'autres équipements médicaux", selon la même source. Il est, d'autre part, indiqué que la Banque "entreprit une étude novatrice pour élaborer un plan à cet effet, qui sera prêt avant la fin de l'année. Le plan mettra en évidence les opportunités, les défis, les réformes politiques requises, les fenêtres de financement et les partenariats stratégiques à pour y parvenir".

R.N

ABDELAZIZ DJERAD (PREMIER MINISTRE)

## La fermeture des écoles "pas à l'ordre du jour"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, hier depuis Tipasa, que la fermeture des écoles en raison de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus "n'est pas à l'ordre du jour actuellement", relevant que des contacts sont en cours avec des laboratoires étrangers pour l'acquisition du vaccin contre la Covid-19.

Dans l'éventualité où des cas positifs sont enregistrés dans les écoles, chaque cas sera traité séparément. Toutefois, la fermeture des écoles n'est pas à l'ordre du jour actuellement", a précisé M. Djerad dans une déclaration à la presse, lors du coup d'envoi, à partir du barrage Boukerdane (Tipasa), de la campagne nationale de reboisement à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, soulignant que "l'Etat s'acquitte de ses devoirs et continuera à le faire envers ses citoyens". Toutes les décisions prises précédemment dans le cadre de la gestion de la crise de la Covid-19 interviennent "après consultation du Comité scientifique, des spécialistes et des scientifiques algériens qui œuvrent selon une approche pratique, précise et objective, tant en Algérie qu'à l'étranger", a poursuivi le ministre, affirmant que "les décisions et les mesures sont prises graduellement et au moment opportun". Il a appelé, en outre, à l'impératif "de respecter les avis des scientifiques, des médecins et des spécialistes, loin de tout débat byzantin", en évitant "toute précipitation dans la prise de décisions". "Y'a-t-il des systèmes dans le monde qui ont fermé leurs écoles", s'est-il interrogé. Les statistiques "ne sont pas alarmantes pour aller jusqu'à la fermeture des écoles", a-t-il soutenu, réitérant son appel à la famille éducative, aux parents d'élèves et aux syndicats à l'impérative mobilisation pour le strict respect des mesures de prévention contre la Covid-19. Et d'ajouter : "à l'instar des autres pays du monde, nous sommes en pleine guerre et le respect strict du protocole de prévention est l'unique solution à même de faire face à la Covid-19 et de juguler sa propagation". Djerad a tenu à rappeler que "l'Algérie établit actuellement des contacts avec plusieurs laboratoires pour acquérir le vaccin attendu contre le nouveau coronavirus", rappelant que "tous les scientifiques, les médecins et les compétences algériennes reconnues à l'échelle mondiale sont associés à ces négociations pour s'assurer que l'utilisation de ce vaccin n'engendrera aucune complication" sur la santé.

"Toutes les instructions, orientations et recommandations préconisent la vigilance et la prudence avant l'utilisation d'un quelconque vaccin pour s'assurer de son innocuité et son efficacité", a-t-il rassuré.



Sur la hausse des cas de la Covid-19, après une nette baisse, le Premier ministre a affirmé que "l'Algérie, à l'instar de la première vague de la pandémie qu'elle a pu contenir, grâce à une approche scientifique rigoureuse, fera face à cette deuxième vague avec la même détermination".

"On peut dire que la situation est stable en Algérie par rapport aux taux enregistrés de par le monde", a-t-il ajouté, estimant qu'"il faut, en même temps, éviter tout relâchement et ne pas sous-estimer la gravité et la dangerosité de ce virus". Après avoir salué le rôle de "l'armée blanche" (staffs médicaux et paramédicaux) mobilisée depuis la propagation du nouveau coronavirus en Algérie, le Premier ministre

a lancé un appel aux citoyens au strict respect des mesures préventives, à davantage de prudence et au sérieux", soulignant que le citoyen aujourd'hui "est tenu de prendre en considération cet appel". Pour M. Djerad, la lutte contre la propagation du coronavirus "relève de la responsabilité commune de tout un chacun, en l'occurrence des pouvoirs publics, des citoyens et du corps médical". Concernant les capacités du pays à faire face à cette situation sanitaire, le Premier ministre a rassuré que "l'Etat dispose de tous les moyens pour y faire face et réduire les cas de contamination comme il l'a déjà fait durant la première vague de la Covid-19".

APS

## Brèves

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**1019 nouveaux cas, 602 guérisons et 19 décès**

Mille dix-neuf (1019) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 602 guérisons et 19 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 73 774 dont 1019 nouveaux cas, soit 2,3 cas pour 100 000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2 258 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 48 183, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 13 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de cas, 15 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 20 autres ont enregistré plus de cas. Par ailleurs, 52 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

AMMAR BELHIMER (MINISTRE DE LA COMMUNICATION)

**Programme d'action pour la révision des cadres juridiques régissant le secteur**

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a annoncé, hier, que son département avait entamé la mise en œuvre d'un programme d'action reposant essentiellement sur la révision des cadres juridiques régissant le secteur, notamment la loi organique de l'information, la loi sur l'audiovisuel et la généralisation de la numérisation du secteur. Dans un entretien diffusé sur le site électronique «Inter News», le ministre a fait savoir que son département avait lancé la mise en œuvre de ce programme à travers des activités et des rencontres, dont l'organisation d'ateliers thématiques, sauf que ces activités ont été reportées, en raison de la conjoncture sanitaire due à la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus. «Nous tentons de trouver des formules alternatives pour poursuivre les réformes», a-t-il dit. «Il faut prendre en considération que les réformes arrêtées par le ministère de la Communication dépendent désormais de la révision de la Constitution et de ce qui en découlera comme lois organiques et lois ordinaires», considère M. Belhimer. Pour ce qui est de la carte de presse professionnelle, le ministre a précisé que cela exige l'élaboration d'un arrêté portant création d'une commission provisoire chargée de l'attribution de la carte et l'organisation d'élections pour l'installation d'une commission permanente chargée de l'attribution de la carte de presse professionnelle. A une question sur les lois régissant le secteur et «le retard» dans la publication du cahier des charges de l'audiovisuel, le ministre a précisé que les textes régissant l'audiovisuel «existent», rappelant qu'ils ont été publiés en 2016.

R.N

SAÏD CHANEGRIHA (CHEF D'ETAT MAJOR DE L'ANP)

## Nécessité pour l'ANP d'"élargir le cercle d'intérêt des fabrications militaires"

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a souligné hier à Alger la nécessité pour l'armée d'"élargir le cercle d'intérêt des fabrications militaires" pour "accéder aux marchés régionaux, voire même au marché international", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans ce contexte précisément, nous devons, au sein de l'Armée nationale populaire, élargir le cercle d'intérêt des fabrications militaires pour subvenir non seulement aux besoins de l'Armée, des autres corps constitués et du marché local, mais aussi pour accéder aux marchés régionaux, voire même au marché international", a-t-il affirmé dans une allocution prononcée lors d'une réunion de travail avec les directeurs généraux des établissements industriels relevant de la direction des fabrications militaires.

Le Chef d'Etat-major de l'ANP a mis l'accent également sur l'importance de "réfléchir sérieusement à exporter nos produits, qui doivent être de qualité et répondre aux normes internationales dans ce domaine, et ce, en sus de l'instauration de la transparence et des méthodes de gestion des plus évoluées, ainsi que de l'élevation du taux d'intégration, à même de nous permettre de faire concurrence aux autres produits en ce qui concerne la qualité et les prix, sur la

base du coût raisonnable des matières premières et d'une main-d'œuvre qualifiée, disponibles localement". Exprimant "l'intérêt particulier" qu'il accorde à cette réunion qui constitue "une opportunité" pour s'"enquérir du niveau atteint" par les fabrications militaires en Algérie, Saïd Chanegriha a rappelé "que nous voulons, au sein de l'Armée nationale populaire, qu'elles soient une autre composante du travail sérieux mené sur le terrain". "Ce travail est basé sur une vision prospective et de long terme, met en avant la recherche, le développement et la fabrication militaire, avec ses branches et spécialités, comme l'une de nos plus importantes préoccupations, voire de nos priorités, qui nécessitent davantage d'attention et de parrainage", a-t-il expliqué. Saïd Chanegriha a souligné également "l'impératif d'améliorer en permanence les connaissances et les savoir-faire des cadres et personnels, de travailler sans répit et avec dévouement pour préserver ces acquis inestimables ainsi que de contribuer avec efficacité à la montée en puissance continue de nos industries militaires". Le Général de Corps d'Armée a souligné, dans ce contexte, "l'intérêt particulier" qu'il accorde à l'évaluation, "en toute objectivité et impartialité", des étapes franchies jusque-là dans le domaine des fabrications militaires avec toutes leurs branches et spécialités. "Et c'est à ce

titre que tenons à faire une évaluation, en toute objectivité et impartialité, des étapes franchies dans ce domaine, car nous pensons que malgré notre valorisation des réalisations concrétisées jusque-là dans ce domaine important, nous croyons que nous pouvons en concrétiser davantage, si l'on procède à un emploi judicieux et optimal des potentiels humains dont dispose la direction des fabrications militaires, et si les établissements industriels arrivent à faire bon usage des moyens et équipements en dotation, et c'est uniquement de cette manière qu'on atteindra assurément leurs objectifs escomptés", a-t-il estimé. Il s'est dit, à ce titre, "profondément convaincu que les défis majeurs dans tous les domaines ne peuvent être relevés qu'avec une ferme détermination, imprégnée de persévérance et appuyée par les compétences requises et les bonnes qualités morales, à l'instar de l'intégrité, du dévouement et de la conscience des missions à accomplir, ce qui est à même d'acquiescer la capacité réelle de concrétiser les objectifs tracés".

Le Chef d'Etat-major de l'ANP a exhorté, à l'occasion, l'ensemble des responsables à consentir davantage d'efforts pour améliorer le rendement des établissements des fabrications militaires, plus particulièrement dans ces circonstances que traverse le pays, à cause de la propagation de la

pandémie du Coronavirus. "Dans ce sillage, je demande à tout un chacun de consentir davantage d'efforts pour améliorer le rendement de nos établissements de fabrications militaires, notamment à l'aune des circonstances que traverse notre pays, à l'instar des autres pays du monde, en raison de la propagation de la pandémie du Coronavirus", a-t-il ajouté. Cette situation, a-t-il poursuivi, "exige de nous tous de respecter strictement les mesures préventives pour faire face à cette pandémie mortelle, sans pour autant compromettre nos missions et nos devoirs, notamment au niveau des établissements industriels que vous dirigez et qui emploient un nombre important de fonctionnaires et d'ouvriers civils assimilés, dont la présence quotidienne, pour accomplir leurs missions, exige de respecter scrupuleusement les consignes appliquées dans de telles circonstances exceptionnelles". Le Général de Corps d'Armée a suivi, par la suite, un exposé global présenté par le Directeur des Fabrications militaires, ainsi que d'autres exposés présentés par les directeurs des établissements industriels, portant sur les plans de charges de ces établissements, la qualité de leurs produits ainsi que sur le plan de développement global de l'industrie militaire en Algérie, ajoute le communiqué.

R.N

OUARGLA

**La culture du maïs fourrage à N'goussa, une expérience "probante"**

La culture du maïs fourrage dans la daïra de N'goussa (Nord-ouest d'Ouargla) a connu ces deux dernières années un essor, au regard des succès remportés par un investisseur privé, ont estimé des cadres locaux du secteur de l'agriculture. Des résultats jugés "probants et fort encourageants" avec un "bon" rendement ont été enregistrés au niveau de l'exploitation agricole de Noureddine Zergoune, occupant une superficie totale de 500 hectares, réservée à la céréaliculture sous pivots et la culture du maïs fourrage notamment, a indiqué le subdivisionnaire agricole de N'goussa, Allal Goual. Cette expérience pilote s'impose comme pionnière dans la production de maïs ensilage cultivé pour l'alimentation du bétail en général et les bovins laitiers en particulier, a-t-il précisé. Lancée à la mi-novembre courant, la campagne de récolte qui s'étalera sur une vingtaine de jours cible une superficie de 75 hectares, pour un rendement moyen avoisinant les 45 à 50 tonnes à l'hectare, a précisé le propriétaire de l'exploitation. La récolte de fourrage vert est enrubannée pour être conservée sous forme d'ensilage dans des ballots, en utilisant des équipements modernes, indique M. Zergoune.

"Nous avons enregistré l'an dernier quelques difficultés en matière de commercialisation, mais aujourd'hui nous avons des clients, la majorité sont des éleveurs activant dans différentes régions du pays", a-t-il ajouté. Les superficies consacrées à la culture du maïs fourrage ont enregistré une extension "inévitée" cette saison agricole dans la wilaya d'Ouargla et les indices de croissance augurent de perspectives "prometteuses", a souligné, pour sa part, le président de la Chambre de l'Agriculture d'Ouargla, Okba Choukri Bouziani. Le développement de ce créneau devra influencer positivement sur l'élevage bovin, camelin et caprin et la production laitière en particulier, a-t-il poursuivi. Concentrée dans la région de N'goussa, Sidi Khouïled et Hassi-Messaoud notamment, la superficie globale dédiée à la maïsiculture est de 170 hectares, contre 75 hectares pour la culture du maïs fourrage, nouvellement introduite dans la wilaya, selon les données de la direction locale des services agricoles (DSA). A l'instar de l'ensemble des régions sahariennes caractérisées par des conditions naturelles difficiles, un climat sec, moins pluvieux et une salinité des sols, la mise en valeur agricole à N'goussa est considérée comme un challenge de taille, ont affirmé les agriculteurs locaux approchés par l'APS.

Cette situation greffe lourdement les budgets des agriculteurs qui soulèvent des préoccupations liées notamment au raccordement de leurs périmètres agricoles au réseau électrique et la réalisation de pistes d'accès aux périmètres agricoles, ont-ils fait savoir.

APS

TIPASA

**Coup d'envoi de la campagne nationale de reboisement**

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné hier, en compagnie d'une délégation ministérielle, à partir de Tipasa, wilaya la plus touchée dernièrement par des incendies de forêts, le coup d'envoi de la campagne nationale de reboisement, à l'occasion de la Journée nationale de l'Arbre, sous le slogan "qu'il le plante".



A cet effet, 250 000 arbres seront plantés à travers le territoire national dont 3 000 à Tipasa essentiellement des oliviers, étant la wilaya la plus touchée par les incendies de forêts survenus dernièrement, avec des pertes estimées à 3 800 hectares dont 820 hectares lors de la nuit du 6 au 7 novembre dernier ayant fait deux morts. Cette initiative, organisée dans les hauteurs de Tipasa, au barrage Boukerdane à Sidi Amar et qui coïncide avec la Journée internationale des droits de l'enfant, a vu la participation de jeunes scouts

musulmans algériens (SMA), de cadets de la Nation, de citoyens et d'acteurs de la société civile.

L'Etat compte, à travers cette initiative, planter lors de la campagne 2020-2021, plus de 31 500 000 arbres à travers le territoire national, tandis que le bilan de la précédente campagne a connu la plantation de 11 500 000 arbres. Des incendies de forêts s'étaient déclenchés dans la nuit du 6 au 7 novembre courant dans 8 wilayas du pays, à savoir : Tlemcen, Blida, Sidi Bel Abbes, Oran, Chlef, Aïn Temouchent, Ti-

pasa et Mostaganem. Ces incendies ont ravagé une superficie globale de 42 338 hectares causés par 3 292 foyers.

Le juge d'instruction près le tribunal de Cherrhell (Tipasa) avait ordonné la mise en détention provisoire de 20 accusés, le placement de deux autres sous contrôle judiciaire et la délivrance de mandats d'arrêt contre six autres, en fuite, pour leur implication dans le déclenchement des incendies des forêts de Gouraya ayant causé la mort de deux personnes.

R.N

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

**« La campagne nationale de reboisement, un message aux ennemis de la nature »**

La campagne nationale de reboisement, dont le coup d'envoi officiel a été donné par le Premier ministre Abdelaziz Djerad, "est un message aux ennemis de la nature et une opportunité pour semer l'espoir", ont affirmé les ministres ayant pris part hier à cette initiative. La ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, a insisté, à l'occasion, sur l'impératif de "sauvegarder la ressource forestière" en raison de son "rôle actif dans la préservation de l'écosystème, dont la lutte contre la désertification et les changements climatiques", a-t-elle dit. "Au plan économique, les forêts contribuent d'une manière significative" au produit national brut", a ajouté Mme. Benharrats, estimant que l'initiative d'au-

jourd'hui, visant à planter plus de 250 000 plants d'arbres, "est la meilleure réponse aux ennemis de la nature".

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, a indiqué, pour sa part, que le choix du slogan "qu'il le plante" symbolise "la continuité, la pérennité, la préservation de l'environnement et de la vie, le renouveau, et ce quelle que soit l'ampleur des dégâts causés à la ressource forestière par les incendies".

Pour M. Hamdani, la campagne nationale de reboisement est une "réaction de la société contre des actes de sabotage à l'origine de la dégradation des espaces forestiers et de la déstabilisation des populations qui y vivent". "Cette cam-

pagne vise la mobilisation de l'ensemble des citoyens et des membres de la société civile contre ces actes ayant occasionné des dégâts considérables à la ressource forestière, en vue de faire revivre les espaces ravagés par les incendies", a ajouté le ministre, soulignant que son département ministériel vise la mise en terre de plus de 31 millions de plants d'arbres durant la campagne 2020/2021.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a également fait part du lancement, sur instructions du Premier ministre, d'une opération de "recensement des dégâts et l'indemnisation (financière ou en nature) des éleveurs et agriculteurs et autres personnes sinistrées". Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef

Belmehdi, a considéré, quant à lui, que le "reboisement est un acte de piété avant tout", soutenant que "toute personne ayant causé un incendie de forêt volontaire sera soumise à la justice divine, avant celle des humains". "L'Islam préconise la sauvegarde de l'environnement et du couvert végétal, considéré comme un élément essentiel à la vie", a ajouté Youcef Belmehdi, estimant que la campagne actuelle est une "opportunité pour semer l'espoir". "Les imams et les prédicateurs sont mobilisés pour ancrer la culture du respect de l'environnement et la lutte contre tous les phénomènes nuisibles susceptibles de porter atteinte au citoyen et à son environnement", a-t-il déclaré, en outre.

APS

USA

# Le Trésor prive la Fed de fonds de soutien à l'économie

La Réserve fédérale américaine (Fed) ne pourra plus recourir à des programmes de crédits à l'économie qu'elle juge essentiels à partir du 31 décembre, a annoncé le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin.



Le gouvernement américain s'oppose ainsi clairement à la banque centrale dans la délicate période de transition entre l'administration de Donald Trump et celle que veut mettre en place le président élu, Joe Biden. Dans un courrier adressé au président de la Fed, Jerome Powell, Steven Mnuchin réclame la restitution de 455 milliards de dollars alloués au Trésor dans le cadre du CARES Act adopté au printemps dernier afin de soutenir le secteur privé et les collectivités locales. Ces fonds devront être mis à la disposition du Congrès afin d'être réemployés, a dit le secrétaire au Trésor. La Fed a été prise de court par cette annonce qui intervient alors que la reprise économique marque le pas et que l'épidémie de coronavirus connaît un regain dans le pays. "Je demande à la Fed de restituer au Trésor les fonds inutilisés", a écrit Steven Mnuchin à Jerome Powell, refusant au passage de prolonger un programme que la Réserve fédérale juge crucial pour soutenir l'économie. Steven Mnuchin a néanmoins autorisé la prolongation de 90 jours pour un ensemble d'autres programmes qui fournissent des liquidités aux marchés financiers, y compris pour le crédit d'entreprise à court terme. Dans un communiqué, la Fed a déploré la décision de Steven Mnuchin, disant qu'elle aurait souhaité "que l'ensemble des dispositifs d'urgence instaurés au cours de la pandémie de coronavirus continuent de jouer leur rôle de filet de sécurité pour une économie qui reste fragile et vulnérable". "Dans l'état dans lequel se trouve l'économie, (...) il est prudent de maintenir ces dispositifs", a commenté Raphael Bostic, le président de la Fed d'Atlanta et possible secrétaire au Trésor de Joe

Biden, dans une interview accordée à Bloomberg.

## UNE MAUVAISE NOUVELLE POUR BIDEN ET LES MARCHÉS

L'annonce faite jeudi par Steven Mnuchin est clairement une mauvaise nouvelle pour Joe Biden et risque de compliquer sa tâche quand son administration entrera en fonction. "Une résiliation surprise (...) lie prématurément et inutilement les mains de l'administration entrante et ferme la porte à d'importantes options de liquidités pour les entreprises au moment où elles en ont le plus besoin", a déclaré Neil Bradley, directeur de la politique de la Chambre de commerce américaine. Il s'agit également d'un revers pour les marchés financiers, très dépendants des mesures de soutien monétaire mais également budgétaire. "Pendant environ trois semaines en janvier, les marchés fonctionneront sans le soutien dont ils bénéficient depuis le printemps", a déclaré Michael Feroli, analyste de JPMorgan, en faisant référence au délai entre l'expiration des programmes de la Fed et l'intronisation, le 20 janvier, de Joe Biden, dont le secrétaire au Trésor pourrait décider de relancer les programmes en question. L'annonce faite par Steven Mnuchin a fait baisser les contrats à terme sur les indices de Wall Street et les rendements de référence du Trésor américain. Dans sa lettre à Jerome Powell, Steven Mnuchin déclare que dans le "cas peu probable" où les programmes de prêts seraient à nouveau nécessaires, la Fed pourrait demander de les rétablir

avec les ressources du Trésor ou avec de l'argent frais débloqué par le Congrès. Les programmes concernés, en particulier celui dénommé "Main Street" et celui réservé aux gouvernements locaux, ont ouvert la perspective d'une injection par la banque centrale de milliers de milliards de dollars de crédits pour inonder l'économie confrontée à la crise du coronavirus.

## LES DÉMOCRATES DÉNONCENT UNE DÉCISION INJUSTIFIÉE

À la date de jeudi, la Fed n'avait accordé que 5,4 milliards de dollars de prêts sur le programme "Main Street" et 1,7 milliard de dollars pour les gouvernements locaux. Mais ces programmes étaient considérés comme un élément important de la réponse à la crise sanitaire puisqu'ils permettaient à la banque centrale, qui prête habituellement aux institutions financières, d'élargir sa distribution de crédit à des pans entiers de l'économie. L'élu démocrate James Clyburn, président de la commission à la Chambre des représentants sur la crise du coronavirus, a déclaré qu'il n'y avait "absolument aucune justification" pour Steven Mnuchin de suspendre ces programmes en pleine crise sanitaire et lui a demandé de revenir sur sa décision. Le sénateur républicain Pat Toomey a, de son côté, salué la décision du secrétaire au Trésor. "Ces dispositifs (...) ont atteint avec succès leur objectif", a-t-il déclaré. "Avec le rétablissement des liquidités, ils devraient expirer, comme le Congrès le souhaitait et comme la loi l'exige, d'ici au 31 décembre 2020".

Reuters

CHINE

## Pékin envisage d'adhérer au pacte transpacifique

La Chine étudiera l'option d'adhérer à un accord de libre-échange transpacifique autrefois promu par les Etats-Unis mais abandonné par Donald Trump, a déclaré vendredi le président Xi Jinping. Ce partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) est une version actualisée du pacte de libre-échange transpacifique (TPP), initialement soutenu par l'ancien président américain, Barack Obama, dans le but de contrer la montée en puissance de la Chine en Asie. Donald Trump avait retiré son pays de cet accord en janvier 2017, en dénonçant des accords multilatéraux "défavorables", mais onze pays ont fini par signer une nouvelle version de ce pacte. S'adressant à la réunion du Forum économique Asie-Pacifique (Apec), M. Xi a déclaré que ses pays membres devaient "continuer à promouvoir l'intégration économique régionale et établir une zone de libre-échange Asie-Pacifique à une date rapprochée". La Chine "envisagera activement de rejoindre le CPTPP", a-t-il assuré, cité par les médias d'Etat chinois. M. Trump a assisté vendredi soir au sommet virtuel de l'Apec organisé par la Malaisie. L'actuel locataire de la Maison Blanche, qui continue de nier sa défaite à l'élection présidentielle américaine, n'avait pas participé aux réunions de l'Apec depuis 2017, ce qui a été perçu en Asie comme un signe de désintérêt. Les déclarations de M. Xi interviennent quelques jours seulement après que la Chine et 14 autres pays d'Asie et du Pacifique ont signé un accord commercial promu par Pékin qui vise à créer une gigantesque zone de libre-échange. Ce Partenariat régional économique global (RCEP) constitue l'accord commercial le plus important du monde en termes de Produit intérieur brut, selon des analystes, et concernera plus de 2 milliards d'habitants. Cet accord, dont les membres représentent 30% du PIB mondial et qui exclut les Etats-Unis, a été considéré comme un coup d'éclat majeur pour la Chine au moment où Washington bat en retraite. Deborah Elms, experte en commerce international basée à Singapour, estime que si la Chine adhérerait au CPTPP, d'autres pays pourraient lui emboîter le pas. "Si la déclaration d'intérêt de M. Xi est mise en exergue dans les semaines et les mois à venir, elle suscitera bien sûr beaucoup de questions de la part des membres actuels, des membres potentiels et d'autres qui ne pensent pas du tout adhérer au CPTPP", a-t-elle fait valoir.

R.E

## TRANSPORT AÉRIEN

# Les compagnies auront besoin de 70 à 80 mds USD d'aides en plus

Les compagnies aériennes auront besoin de 70 à 80 milliards de dollars d'aides supplémentaires de la part des gouvernements pour survivre à la crise du Covid-19 qui épuise leurs trésoreries, a déclaré Alexandre de Juniac, directeur général de l'Association internationale du transport aérien (Iata), au journal La Tribune. Le secteur a déjà reçu 160 milliards de dollars d'aides de la part des gouvernements mais "pour les prochains mois, les besoins de l'industrie devraient être évalués à 70 à 80 milliards de dollars d'aides supplémentaires.

Sinon des compagnies ne survivront pas", a estimé M. de Juniac dans un entretien à l'occasion du "Paris Air Forum", une rencontre dédiée au transport aérien. "Plus la crise dure, plus les risques de faillites se précisent", a indiqué M. de Juniac. "Près de 40 entreprises sont en très grande difficulté ou en procédure de sauvegarde ou de faillite". Depuis le début de la crise du nouveau coronavirus qui a cloué au sol la quasi-totalité de la flotte mondiale pendant plusieurs semaines au printemps, les gouvernements ont apporté des aides aux compagnies sous diverses formes

(prêts, aides directes, aides au maintien de l'emploi...) Mais avec l'émergence de la deuxième vague de coronavirus, le trafic peine à redémarrer et les compagnies vont continuer à enregistrer des pertes. Il est probable qu'elles approchent cette année "les 100 milliards plutôt que les 87 milliards annoncés précédemment", selon M. de Juniac. Interrogé sur une consolidation du secteur, le patron de l'Iata constate qu'il faudrait pour cela "que les compagnies aient les moyens de se racheter les unes les autres" alors qu'"elles sont en mode survie". A terme, il juge cependant "probable"

qu'il y ait "moins d'acteurs, du fait des faillites, et que ces acteurs soient un peu plus petits, parce qu'ils auront été obligés de se délester d'une grande partie de leur flotte ou de fermer des routes, ou d'avoir des programmes de vols plus limités". "Nous aurons des acteurs plus petits, mais probablement assez musclés, dynamiques, prêts à repartir. Et s'ils repartent, je pense que la reprise sera rapide et forte", ajoute-t-il. L'Iata se réunit à partir de lundi pour l'Assemblée générale annuelle de l'organisation, qui regroupe 290 compagnies aériennes dans le monde.

R.E



## GUELMA

## 40% de taux de remplissage du barrage Bouhamdane

**L**e taux de remplissage du barrage Bouhamdane à Hammam Debagh dans la wilaya de Guelma a atteint jusqu'à la mi-novembre 40% de sa capacité globale de stockage, une quantité qualifiée de "suffisante" pour garantir l'alimentation en eau potable (AEP) et l'irrigation pour plusieurs mois, a indiqué, mercredi le directeur de cette infrastructure Mohamed Douoikha.

L'eau emmagasinée dans cet important ouvrage hydraulique de la wilaya a atteint le 17 novembre dernier, 73 millions m<sup>3</sup>, a-t-il précisé à l'APS, rappelant que le niveau d'eau dans cette

infrastructure était de 106 millions m<sup>3</sup> durant la même période de l'année précédente. Le recul du taux de remplissage de ce barrage est expliqué par la faible pluviométrie enregistrée à Guelma a relevé le même responsable, déclarant que cette infrastructure totalise une capacité de stockage de l'ordre de 183 millions m<sup>3</sup>. Il a ajouté que les quantités d'eau existantes sont "rassurantes et suffisantes pour répondre aux besoins de la wilaya en matière d'AEP et d'irrigation agricole et ce durant le restant de l'année en cours", en attendant, a-t-il dit, l'augmentation en hiver du niveau d'eau. Selon le directeur du

barrage, la quantité d'eau potable consommée depuis le barrage Bouhamdane depuis début 2020 jusqu'au 17 novembre est estimée à 22 millions m<sup>3</sup>, ajoutant que cette quantité d'eau a été orientée vers 6 communes, le chef-lieu de wilaya et les communes Ben Djerah, Hammam Debagh, Houari Boumedienne, Medjez Amar et Roknia.

La même source a souligné que depuis janvier dernier, 32 millions m<sup>3</sup> d'eau ont été réservés pour le périmètre agricole Guelma-Boucheggouf pour l'irrigation des récoltes dont 30 millions m<sup>3</sup> avaient été consommés en 8 mois (d'avril à novembre 2020).

## BISKRA

## Production prévisionnelle de plus de 181000 qx d'olives

Les services agricoles de la wilaya de Biskra prévoient une production oléicole de plus de 181.000 quintaux, au titre de la saison agricole 2019-2020 avec une augmentation de près de 6.000 qx par rapport à la saison précédente, a-t-on appris mercredi, du chef de service de la réglementation de la production et du soutien technique auprès de la direction locale du secteur, Mohamed Moudaâ.

La production attendue s'agissant de différentes variétés d'olives est composée de plus de 126.000 qx d'olives de table et pas moins de 54.000 qx d'olives destinés à la trituration, a-t-il précisé à l'APS.

L'engouement des agriculteurs pour l'oléiculture notamment ceux consacrant des surfaces pour cette filière dans des exploitations de palmiers a contribué à l'augmentation de la production oléicole, a estimé le même responsable, ajoutant que les services agricoles avaient prévu au titre de l'actuelle saison l'entrée en phase de production, de près de 5.000 ha.

La wilaya de Biskra est réputée pour la production de plusieurs variétés d'olives notamment "Chemla" et "Sigouaz", a rappelé M.Moudaâ, précisant que la cueillette d'olives se poursuit dans des conditions "favorables" et affiche 40% de taux d'avancement.

Dans les détails, la même source a relevé que la cueillette dans les régions Est de la wilaya a atteint un taux "avancé" et connaît un retard dans les autres régions notamment l'ouest de la wilaya du fait que la période de maturation des récoltes diffère d'une zone à une autre.

Oléiculture dans la wilaya de Biskra est concentrée dans les régions Est, Ain Naga, Sidi Okba, El Haouche et Zeribat El Quedi particulièrement, selon le même responsable qui a indiqué que les agriculteurs d'autres régions comme Loutaya et Sarag à Ourlala s'emploient à réaliser de nouveaux investissements en la matière.

La direction des services agricoles de Biskra compte plus de 1,4 million d'oliviers dont plus de 700.000 oliviers producteurs et une surface globale dépassant les 5.000 hectares, a-t-on rappelé.

## LAGHOUAT

# Wafa Benfarhat, un exemple de la persévérance dans les études en énergies renouvelables

*La persévérance et l'effort constituent les motivations de Wafa Benfarhat, l'exemple d'une femme ayant réussi à investir le domaine des énergies renouvelables dans la wilaya de Laghouat à travers l'ouverture de son propre bureau d'ingénierie, d'études et consulting techniques en énergies renouvelables.*

§rès avoir obtenu l'agrément pour l'ouverture de son bureau d'études, Mme. Benfarhat s'est lancée dans le solaire, devenant ainsi, à ses dires, la première femme algérienne à entrer de plain-pied dans ce domaine, en s'impliquant dans différents projets liés à l'énergie solaire, et autres énergies renouvelables, a confié à l'APS cette femme entrepreneure.

Ouvert en avril 2018, ce bureau travaille à la réalisation des études et le suivi des projets afférents à l'exploitation et l'utilisation des énergies renouvelables, par le choix, au niveau des sites de projets, des emplacements pour l'installation des panneaux solaires et des éoliennes, en fonction de l'ensoleillement et de la direction des vents, et ce pour assurer une production énergétique importante, a expliqué Mme. Benfarhat (trentenaire).

Titulaire d'un diplôme dans la spécialité de l'Université de Laghouat, et conforté d'une expérience professionnelle acquise à la Conservation locale des forêts dans le cadre des projets d'alimentation des zones d'ombre en énergie solaire, elle offre ses prestations scientifiques, à l'échelle nationale et internationale, à travers des études digitales pour des projets structurants dans les domaines des énergies alternatives.

Elle a également forgé son expérience par des participations de son bureau aux manifestations scientifiques et techniques initiées par l'université "Amar Thelidji" de Laghouat pour la vulgarisation et la promotion des filières inhérentes aux énergies renouvelables et leurs avantages, en plus de sa contribution à la formation d'étudiants via des stages pratiques dans la filière.

La collaboration avec les micro-entreprises et les startups, en leur élaborant des études techniques, leur alimentation en énergies renouvelables et l'assouplissement des relations avec ces entités par l'établissement de d'échéanciers de paiement des honoraires, sont d'autres prestations et facilitations accordées par ce bureau, a révélé Mme. Benfarhat.

"Les énergies renouvelables sont un domaine fer-



tile pour la recherche scientifique et l'évolution", a-t-elle encore souligné, en notant que "l'orientation progressive du monde vers les énergies renouvelables, au détriment des énergies dites "conventionnelles", et la disponibilité d'un milieu pratique pour la mise en œuvre des connaissances théoriques, sont autant de facteurs incitatifs lui ayant permis de se lancer dans ce domaine d'activités, jusque làapanage de la gent masculine, dit-elle.

S'emplantant inlassablement à décrocher un brevet d'invention pour couronner son cursus scientifique et promouvoir la place de l'Algérie dans le domaine de la recherche, l'intervenante dit tirer son inspiration de son grand intérêt à la préservation de l'environnement, une raison l'ayant amené à opter pour ce cursus scientifique, notamment les énergies renouvelables, que tous les pays aujourd'hui veulent développer dans un but notamment de production d'électricité, de concrétisation du développement durable et de création d'emplois et de richesses.

**Aller vers les énergies propres et satisfaire les besoins croissants**  
Elle ne se lasse pas, à ce titre, de louer les

avantages des énergies propres en termes de protection de la santé de l'homme et de son environnement débarrassé des facteurs nuisibles de déchets et d'émissions de gaz à effets de serre.

Poursuivant les explications sur son thème favori, Mme. Benfarhat a émis le souhait de voir l'Etat persévérer dans le développement des énergies renouvelables, à travers des stratégies visant à répondre aux besoins du développement industriel, satisfaisant la demande croissante sur l'énergie et améliorer le cadre de vie général.

Elle appelle pour cela à intensifier les plans d'utilisation de l'énergie propre et à profiter de ses avantages économiques pour se mettre au diapason du développement, convaincue de l'impact positif et des retombées économiques de l'utilisation de ces sources d'énergies propres. En conclusion, Mme. Benfarhat avoue n'avoir eu aucune appréhension à entrer de plain-pied dans ce domaine qui, a-t-elle rappelé, constituait dans un passé récent un domaine réservé à l'homme, avant de confier aussi s'être donnée beaucoup de peine pour atteindre son "idéal".

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE  
Cré 50/90 Z H U ILLIZI  
DE LA WILAYA D'ILLIZI  
NIF 0001 33019000 852

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 009/2020

En application des dispositions du décret présidentiel N° : 15-247 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public notamment les articles 82-99-161 et 195, l'office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya d'Illizi informe tous les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N°009/2020 relatif à : la réalisation de 500/900 logements publics locatifs urbains, type F3 (RDC), y compris V.R.D, du programme quinquennal 2010-2014 - PPS N°13 commune d'IN AMENAS - Wilaya d'ILLIZI.

Lot A : 258 logements type F03 (RDC)

- paru en date du 03/06/2020 dans les deux quotidiens " الشعب " et " EL WATAN ", et dans le BOMOP que suit à :
- l'avis d'attribution provisoire publié le 23/08/2020 dans les deux quotidiens " الشعب " et " EL WATAN ", et dans le BOMOP,
  - la décision de la commission sectorielle N:506/2020 en date du 28/09/2020,
  - procès-verbal de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres en date du : 22-10-2020, portant sur l'évaluation complémentaire des offres.

Il a été décidé l'attribution provisoire du marché à l'entreprise suivante :

LOTS	ETB	NIF	Note obtenue	Montant de l'offre en TTC	Montant corrigé en TTC	Délais de réalisation	Observation
LOT A	ATALLAH ABDELAH	1 987 3903 00027 31	45.75/90	1 050 325 307,89	1 054 361 868,59	40 Mois	/

En application de l'article 82 du décret présidentiel N° : 247/15 du : 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats de leurs offres, peuvent se rapprocher de la direction générale de l'office, au plus tard jours après la première parution du présent avis d'attribution provisoire, dans le BOMOP ou la presse quotidienne.

Tout soumissionnaire contestant cette décision, peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la première parution du présent avis d'attribution provisoire, dans le BOMOP ou la presse quotidienne, auprès de la commission des marchés de l'office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya d'illizi.

Le Directeur Général

## RECRUDESCENCE DE L'ÉPIDÉMIE COVID-19 À ORAN

# Nouveau marathon pour les équipes médicales

La recrudescence de la pandémie du Covid-19 à Oran, avec de plus en plus de cas graves, relance les équipes médicales de l'EHU "1er novembre" d'Oran et l'hôpital de Hai Nedjma dans un nouveau marathon, marqué par un manque de moyens matériels et humains, de l'avis des experts.



Les équipes, déjà épuisées par de longs mois de lutte acharnée contre le "mal invisible", se retrouvent face à une nouvelle vague, avec des dizaines de cas graves. A la crèche de l'EHU "1er novembre" d'Oran, transformée en unité Covid-19 depuis le début de pandémie, le paysage est affligeant. La quarantaine de lits réservés aux malades les plus graves sont occupés, et les patients sont transférés au fur et à mesure à l'hôpital de Hai Nedjma. Faut de place, les brancards sont transformés en lits de réanimation, branchés à des bouteilles d'oxygène. Certains sont installés dans les couloirs, en attendant qu'une place se libère au niveau de la crèche ou à l'hôpital de Hai Nedjma. Contrairement à la situation ayant prévalu au début de la première vague, l'ambiance semble plus sereine aujourd'hui. "La peur a, peu à peu, cédé la place à une certaine routine", confie la cheffe de l'unité Covid-19 de l'EHU d'Oran, le Pr Dalila Benali. Cette spécialiste n'arrête pas de donner des instructions à son équipe, tout en brossant un tableau de la situation du moment au directeur de l'EHU d'Oran, Dr Mohamed Mansouri, qui a accompagné l'APS dans une visite à l'unité Covid-19 de son établissement, ainsi qu'à l'hôpital de Hai Nedjma, dont la gestion

lui a été confiée. Son visage passible laisse transparaitre une certaine tristesse. Son regard déterminé ne cache pas complètement son inquiétude. Pourtant, pas de place aux sentiments. "Il y a des vies humaines qui dépendent de nous. Nous n'avons pas vraiment le temps de réfléchir à ce que nous ressentons", dit-elle. L'équipe de l'APS qui traverse les couloirs des deux étages de la crèche, découvre les malades gisant dans leurs lits. Certains sont inconscients, branchés à des appareils qui les maintiennent en vie. "Ils sont intubés" explique le Dr Mansouri. Certains sont allongés, l'air épuisé par la maladie. D'autres sont assis et semblent plus en forme que les autres. "Ils sont tous dans un état grave", tranche le Pr Benali, qui explique que seuls les cas présentant des complications respiratoires sont admis à l'unité Covid-19 et l'hôpital de Hai Nedjma. Ceux qui ne sont pas en danger, sont priés de rentrer chez eux pour se confiner et suivre scrupuleusement le traitement adapté à leur cas. Arrivés à l'hôpital de Hai Nedjma, l'équipe médicale entoure le Dr. Mansouri et le Pr. Benali. Différents besoins sont exprimés : Plus de lits, plus de respirateurs, plus de personnels. Le Directeur de l'EHU annonce la prochaine réception de 200 lits que la Direction locale de

la santé et de la population mettra à la disposition de cet établissement hospitalier. Un bienfaiteur a fait don de 20 respirateurs artificiels, ce qui va permettre de doter cet hôpital du nombre égal de lits de réanimation. Pour le personnel, les paramédicaux notamment, il va falloir réorganiser la répartition du travail car, il serait difficile de mobiliser d'autres. Pour l'heure, on estime que les moyens actuels, renforcés au fur et à mesure, suffisent pour prendre en charge le flux des cas Covid19, mais la crainte de voir le nombre de cas augmenter pour dépasser les moyens existants plane sur les équipes médicales. "Nous ne sommes pas les seuls à vivre cette situation", souligne le Dr Mansouri. "Les plus grands hôpitaux européens se retrouvent dépassés par le flux des malades", ajoute-t-il. Pour le Pr Benali, l'épuisement des équipes constitue une grande préoccupation. "Combien de temps encore peut-on tenir ce rythme ?" s'interroge-t-elle. De son côté, le Dr. Mansouri, qui affirme passer ses week-ends à l'hôpital depuis des mois, n'a pas la réponse, mais il rappelle qu'il est de son devoir, et celui de tout le corps médical d'ailleurs, de prendre en charge les cas Covid-19.

## TÉBESSA

### Ouverture d'une enquête relative au trafic de foncier à Cheria

Les services de police de la daïra de Cheria dans la wilaya de Tébessa ont ouvert une enquête sur une affaire d'attribution illégale d'un lot de terrain par des fonctionnaires du cadastre, a indiqué vendredi, la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tébessa dans un communiqué. Cette enquête a été ouverte en coordination avec le parquet suite à des informations parvenues aux services de la police dénonçant une subtilisation d'une assiette foncière dans la commune de Cheria, (45 km à l'Ouest de Tébessa) par des fonctionnaires des services du cadastre dans la même collectivité locale, a précisé le même document, relevant que dans le cadre de cette enquête, 23 individus, cadres et fonctionnaires du cadastre et élus locaux ont été auditionnés. Les investigations approfondies ont démontré qu'une assiette foncière du domaine de l'Etat a été dérobée, que des documents officiels ont été falsifiés et des terrains ont été vendus d'une manière illégale avec la complicité de fonctionnaires, de cadres et d'élus locaux, a indiqué encore le communiqué des services de la police. Après l'audition des parties concernées, présumés coupables et témoins, le dossier de cette affaire a été transféré au tribunal de Cheria, où les personnes impliquées sont poursuivies pour "abus de pouvoir", "octroi d'indus privilégiés", "faux et usage de faux en écriture publique", "falsification de données" et "atteinte à la propriété".

## TISSEMSILT

### Relance prochaine de projets de réalisation de 1.600 habitations rurales

Des projets de réalisation de 1.600 habitations rurales ayant accusé un retard depuis des années seront lancés prochainement dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris mercredi auprès de la wilaya. Le wali, Abbès Badaoui, a annoncé lors d'une réunion consacrée mardi soir à la situation de l'habitat rural, la relance des projets de réalisation de 1.600 habitations rurales à travers différentes communes de la wilaya, instruisant les responsables du secteur de l'habitat et les chefs de dairas à donner une impulsion à ces projets. Le chef de l'exécutif de la wilaya a également décidé, lors de cette réunion, de ne pas distribuer un quota de 200 aides à l'habitat rural dont a bénéficié la wilaya dernièrement jusqu'au lancement des projets d'habitat rural qui accusent un retard dans les communes.M. Badaoui a déclaré, à cette occasion, qu'"il n'y aura pas de quotas supplémentaires d'aides rurales si le travail n'est pas achevé au niveau des comités techniques des dairas dans les délais impartis, faisant remarquer que les listes de bénéficiaires d'aides à l'habitat rural ne sont pas assainies définitivement". Le wali a annoncé le changement de la formule de distribution d'aides à l'habitat rural du système de quotas fixes vers celui à la demande des chefs de dairas qui ont prouvé leur maîtrise du contrôle de la réalisation et du suivi. Quant aux habitations rurales groupées, en cours de construction et qui manquent d'aménagement, le wali a instruit le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de réaliser, dans un premier temps, les réseaux d'eau potable et d'assainissement et l'ouverture des routes, en attendant l'achèvement des autres travaux.

## AÏN-TEMOUCHENT

### Un incendie ravage 7,5 hectares à la forêt de Sassel

Une superficie estimée à 7,5 hectares a été ravagée par un incendie qui s'est déclaré, jeudi à la forêt de Sassel, dans la wilaya d'Aïn-Temouchent, a indiqué, vendredi, à l'APS le directeur de wilaya de la Protection civile, le commandant Mourad Bensalem. Aucune perte humaine n'a été déplorée dans cet incendie, qui a été éteint vendredi vers 00h30 par les éléments de la Protection

civile, ce qui a permis de sauver 7.000 hectares de patrimoine forestier situé sur la même bande forestière, indique la même source. L'opération d'extinction des flammes à la forêt de Sassel, sise dans la commune de M'saïd a duré environ 11 heures, par la mise en place d'un plan d'intervention spécial, vue la difficulté rencontrée par les unités des sapeurs pompiers pour pénétrer au

fond de la forêt, en raison des reliefs de cet endroit, nécessitant, parfois, l'ouverture de pistes pour faciliter l'entrée des engins d'extinction, selon le commandant Bensalem. Quelque 80 éléments de la Protection civile de la wilaya d'Aïn-Temouchent et 25 camions d'extinction, en plus de deux colonnes mobiles de lutte contre les incendies de forêts d'Oran et de Sidi Bel-Abbes, ont été mobili-

sés, indique la même source, ajoutant que les colonnes des deux wilayas ont fourni 20 agents et 7 camions d'extinction chacune. Dans le même cadre, les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Aïn-Temouchent ont arrêté 4 personnes suspectées d'avoir allumé le feu à la forêt de Sassel, indique une source de ce corps de sécurité.





COUPE DU MONDE 2022

# 90% des installations sont prêtes



**L**a Fédération internationale de football (Fifa) a annoncé que les travaux d'infrastructure au Qatar pour la Coupe du Monde de 2022 sont déjà terminés à 90 pour-cent alors que le mondial débutera dans deux ans, le 21 novembre 2022.

Trois des huit stades sont déjà complètement terminés, trois autres sont en phase finale. Les deux autres seront complètement terminés l'année prochaine. Malgré la crise sanitaire, plus d'une

centaine de matches ont été disputés dans les trois stades entièrement achevés en 2020. Les supporters pourront assister à plus d'un match par jour pendant le mondial.

Grâce au renouvellement du réseau de métro et à l'agrandissement de l'aéroport de la capitale Doha, il est très facile de voyager entre les différents stades.

Hassan Al Thawadi, le secrétaire général du comité organisateur, a indiqué que les projets ont

déjà un impact sur la vie des gens au Qatar. Il a parlé d'une évolution positive en matière d'éducation, de droits des travailleurs et d'esprit d'entreprise. En attendant, les organisations de défense des droits de l'homme restent critiques. Amnesty International a déclaré en début de semaine que les travailleurs étrangers au Qatar n'ont toujours pas de droits suffisants. Les nouvelles réglementations ne sont pas appliquées et les employeurs locaux ne sont pas sanctionnés.

Brèves

FOOTBALL / LIGUE 1  
FRANÇAISE - PSG

L'attaquant Neymar  
apte pour Monaco

L'attaquant international brésilien du Paris Saint-Germain, Neymar, de retour d'une blessure aux adducteurs, réapparaît dans le groupe appelé à défier l'AS Monaco, tout comme Kylian Mbappé, mais pas le milieu Ander Herrera, "indisponible à la toute dernière minute", selon son entraîneur. Blessé fin octobre dernier lors du match de Ligue des champions contre le Basaksehir Istanbul (2-0), la star brésilienne a en effet "reçu le feu vert du médecin jeudi soir pour jouer". Son entraîneur Thomas Tuchel a déclaré jeudi à la presse qu'il pourrait donner au joueur "quelques minutes" pour ce match de la 11e journée de Ligue 1. Mais c'est plutôt contre Leipzig mardi, pour une rencontre cruciale en vue de la qualification pour les 8es de finale de la Ligue des champions, que le Brésilien est attendu au coup d'envoi. De son côté, l'autre attaquant star du PSG, le jeune international français Kylian Mbappé, qui souffrait d'une blessure à la cuisse depuis début novembre et qui a repris la compétition avec l'équipe de France, figure également dans le groupe pour Monaco, tout comme l'attaquant Moïse Kean, remis d'une contusion à un genou. Les internationaux sud-américains Marquinhos, Leandro Paredes et Angel di Maria, après avoir traversé l'océan Atlantique pour jouer en sélection, sont également du voyage sur la Côte d'Azur. Côté absents figure une surprise, à savoir Ander Herrera, qui a pris un coup au mollet jeudi à l'entraînement, ce qui a poussé l'encadrement technique à le ménager vendredi. Pour leur part, Marco Verratti et Mauro Icardi, qui n'ont plus joué en club depuis le 5 octobre, poursuivent leur travail de reprise. Ils pourraient cependant jouer contre Leipzig selon leur entraîneur. Pour ce qui est de Julian Draxler et Idrissa Gueye, souffrant tous les deux de blessures à la cuisse, ils sont attendus à l'entraînement la semaine prochaine, alors que Thilo Kehrer (pubalgie) et Juan Bernat (genou) poursuivent leur rééducation.

TENNIS/  
CORONAVIRUS

L'Open d'Australie  
junior n'aura pas lieu  
en 2021

Les organisateurs de l'Open d'Australie ont annoncé, ce vendredi, l'annulation de l'Open d'Australie pour les juniors qui était prévu en janvier 2021 en raison de la pandémie de Coronavirus. En fait, depuis mercredi et l'annonce par l'Etat de Victoria (autour de Melbourne) du refus d'accueillir le circuit international en décembre, pour des raisons sanitaires, c'est toute la tournée australienne de tennis qui est remise en cause. Tout est tenté pour tout de même maintenir l'Open d'Australie chez les pros, à la date du 18 janvier, mais il y aura des aménagements nécessaires et des modifications à prévoir, celle-ci en est une première.

R.S

FOOT

Le jeune américain  
Reyna prolonge avec  
Dortmund jusqu'en 2025

Le prometteur milieu de terrain offensif américain Giovanni Reyna a prolongé son contrat avec le Borussia Dortmund jusqu'en juin 2025, une semaine après avoir fêté son 18e anniversaire, a annoncé le club de la Ruhr vendredi. "Dortmund est un grand club qui a les moyens de gagner des titres et joue toutes les plus grandes compétitions. C'est un club qui donne leur chance aux jeunes joueurs", a déclaré Reyna. En forme en ce début de saison, Reyna forme un trio offensif redoutable avec l'ailier anglais Jadon Sancho et le buteur norvégien Erling Haaland, tous deux âgés de 20 ans.

R.S

FOOTBALL

Les prix Fifa The Best seront  
remis le 17 décembre

La cérémonie de remise des prix Fifa The Best, initialement prévue en septembre et reportée en raison de la pandémie, se tiendra finalement sous une forme virtuelle le 17 décembre, a annoncé vendredi l'instance du football mondial.



Les successeurs de Lionel Messi et Megan Rapinoe, couronnés l'an passé à la Scala de Milan, recevront un trophée au goût de Ballon d'Or, puisque la récompense suprême habituellement décernée en décembre par le magazine France Football a été annulée cette année. "Après la reprise sans danger des

compétitions, grâce à un mélange de travail acharné et de solidarité dans notre sport, le football a été une rare source de réconfort et de joie pour beaucoup. Il est donc important que la Fifa honore ces réusites en cette année extraordinaire", explique l'instance. Outre les prix du joueur et de la joueuse de l'année, la Fifa décernera ceux des

meilleurs gardiens et entraîneurs d'équipe masculine et féminine, ainsi que le prix Puskas du plus beau but et celui du fair-play. Les lauréats seront désignés par un vote des capitaines et sélectionneurs des équipes nationales, d'un groupe de plus de 200 journalistes, ainsi que des supporters consultés en ligne du 25 novembre au 9 dé-

cembre. Les principales distinctions cette année ont pour l'heure été attribuées par l'UEFA, qui a sacré le 1er octobre l'attaquant polonais Robert Lewandowski, vainqueur de la Ligue des champions avec le Bayern Munich, ainsi que la Danoise Pernille Harder, transférée cet été de Wolfsburg à Chelsea.

R.S

RONALD KOEMAN (ENTRAÎNEUR DU FC BARCELONE)

"Je n'ai vu aucun problème" entre Messi et Griezmann

"Je n'ai vu aucun problème" entre Lionel Messi et Antoine Griezmann, a soutenu vendredi l'entraîneur du FC Barcelone Ronald Koeman, alors que les rumeurs de mésentente entre les deux joueurs agitent les esprits en Catalogne. "Il y a suffisamment d'images qui montrent que tous deux travaillent bien ensemble. Je ne suis pas partisan de chercher des problèmes", a affirmé le Néerlandais en conférence de presse. Koeman a reproché aux journalistes de "man-

quer de respect" à l'Argentin et de vouloir "créer la polémique" en l'interrogeant sans cesse sur ses relations avec le Français. "Je peux comprendre que Leo soit énervé (...) en plus après un aussi long voyage (de retour de sélection)", a-t-il dit. Messi lui-même avait déclaré à son arrivée jeudi à l'aéroport de Barcelone qu'il en avait "marre d'être toujours le problème partout dans ce club". Dans le numéro de France Football du 10 novembre, l'ancien agent d'Antoine Griezmann,

Eric Olhats, affirmait que l'Argentin n'avait "pas vu d'un bon oeil" l'arrivée du Français et avait eu avec lui "une attitude déplorable". Il affirmait aussi que la saison dernière, Messi "ne filait pas un ballon" à l'ancien attaquant de l'Atlético, ce qui avait créé "un vrai traumatisme" pour le champion du monde. Koeman a qualifié ces propos de "bêtises sans importance". "Griezmann a cessé de travailler avec cette personne il y a trois ans", a-t-il affirmé.

R.S

FOOT / ANGLETERRE (9E JOURNÉE)

Liverpool, affaibli, veut reprendre son bien face à Leicester

Malgré une impressionnante cascade de blessures, Liverpool aura à cœur de reprendre la tête de la Premier League lors de la 9e journée au cours de laquelle il reçoit le leader Leicester, aujourd'hui. Le sort - et surtout le rythme infernal des matches - s'acharnent sur Liverpool qui a vu son effectif encore écorné pendant les deux semaines consacrées aux sélections. Aux absences déjà connues de Virgil van Dijk, Thiago Alcantara, Alex Oxlade-Chamberlain ou Trent Alexander Arnold, s'ajoute par exemple celle de Mohamed Salah, testé positif au Covid-19.

Une absence de poids mais qui devrait pouvoir être compensée par Diogo Jota, en pleine forme et qui sera sans doute choisi aux côtés de Roberto Firmino et Sadio Mané en attaque. La blessure de Joe Gomez à l'entraînement avec l'Angleterre est bien plus problématique,

d'autant que l'incertitude règne aussi sur la participation du jeune défenseur central Rhys Williams et du milieu et capitaine Jordan Henderson, après des coups reçus en matches internationaux. En revanche, un retour de Fabinho, blessé en Ligue des champions contre Midtjylland, n'est pas à exclure, même si le titulariser d'emblesse face à un client de l'envergure de Jamie Vardy, meilleur buteur la saison passée, serait un vrai pari. Les "Spurs" précèdent les "Reds" au classement avec une meilleure différence de buts (+10 contre +2), et leur confrontation contre City qui peine à convaincre, avec une médiocre 10e place - et un match en moins -, sera un vrai baromètre des ambitions londoniennes cette saison. Pour les "Citizens", dont le futur s'est un peu éclairci avec l'annonce, jeudi, de la prolonga-

tion pour deux ans de Josep Guardiola à leur tête, la défaite sera interdite sous peine de voir gonfler de façon inquiétante l'écart avec le groupe de tête. Parmi les autres matches à suivre, figure la rencontre entre le promu West Bromwich Albion et Manchester United, toujours à la recherche de sa première victoire à Old Trafford cette saison. En dépit du soutien affiché par les actionnaires à Ole Gunnar Solskjaer récemment, une nouvelle contre-performance, alors que les "Red Devils" végètent à une 14e place indigne de leur statut, effacerait le bénéfice de la belle victoire (3-1) à Everton juste avant la trêve. Arsenal, en déplacement chez un autre promu, le Leeds de Marcelo Bielsa, aura aussi impérieusement besoin d'une victoire pour s'extirper du ventre mou (11e) où il stagne.

R.S

FOOT / CONTRAT TV CAF-LAGARDÈRE

# Ahmad et Omari dans le collimateur de la Fifa

La Fédération internationale de football (Fifa) aurait demandé des informations concernant un accord TV conclu entre la Confédération africaine de football (CAF) et le groupe français Lagardère, selon le New York Times.



D'après les premières informations à ce sujet, la Fifa veut connaître les raisons qui ont poussé la CAF à réduire le montant de la garantie des droits TV inclus dans le contrat avec Lagardère, tout en déchargeant le groupe français de son obligation de collecter 20 millions de dollars de créances auprès d'un seul diffuseur. La CAF aurait même acheté cette dette pour 6,7 millions de dollars, en espérant recouvrer le montant global par la suite.

Le New York Times indique que le président de la CAF, Ahmad Ahmad, et son premier vice-président Constant Omari doivent fournir les explications nécessaires à la Fifa dans cette affaire. La nouvelle enquête de la Fifa n'est que le dernier problème pour Ahmad, qui a été brièvement détenu l'année dernière par les autorités françaises

enquêtant sur des allégations de détournement de fonds et qui fait face à une enquête d'éthique distincte de la Fifa concernant des plaintes de harcèlement sexuel par plusieurs employés et consultants. Cela arrive également à un moment charnière pour le football africain : Ahmad cherche un nouveau mandat de quatre ans au début de l'année prochaine et des sanctions liées à l'un des cas ouverts pourraient le disqualifier. Le mois dernier, la Fifa avait écrit à Ahmad, qui a pris un congé de convalescence de 20 jours après avoir contracté le coronavirus, et à Omari, qui assure actuellement l'intérim, leur demandant d'expliquer leurs décisions de modifier l'accord télévisé. S'ils ne le font pas, les deux hommes pourraient faire face à des accusations en vertu du code d'éthique de la Fifa. Tout comme Ahmad, Omari, 62 ans, est

membre du Conseil de la Fifa.

La Fifa a refusé de commenter la nouvelle enquête du journal américain, invoquant sa politique "de ne pas commenter les travaux de sa commission d'éthique". Ahmad a refusé de son côté de commenter le fond de l'enquête, affirmant dans un message qu'il respectait le principe de confidentialité même lorsque d'autres ne le faisaient pas. Omari, qui a accumulé une puissance significative dans le football africain en tant qu'officiel N.2 de la CAF, n'a pas répondu à une demande du New York Times. Ahmad Ahmad est candidat pour un second mandat à la tête de la CAF dont l'élection aura lieu le 12 mars à Rabat tandis que le Congolais Constant Omari est en lice pour un deuxième mandat au Conseil de la Fifa.

R.S

BASKET AFRICAN LEAGUE

## Vers un changement de format de la première édition

La Basket African League (BAL), compétition lancée par la NBA en Afrique, en collaboration avec la Fédération internationale de basket (FIBA), va changer le format initial de compétition que ses initiateurs prévoyaient de mettre en place, a indiqué son président, le Sénégalais Amadou Gallo Fall. "Je peux vous dire que cette première saison se jouera dans un format différent de ce que nous avions prévu afin de tenir compte des réalités et contraintes liées à la pandémie" de

COVID-19, a fait savoir le président de la BAL dans un entretien publié dans l'édition de vendredi du quotidien sportif sénégalais, Records. Lors de son lancement, la BAL avait décidé d'organiser un tournoi de trois mois dans sept villes africaines : Dakar (Sénégal), Monastir (Tunisie), Luanda (Angola), Salé (Maroc), Le Caire (Égypte), Lagos (Nigeria) et Kigali (Rwanda). Les 12 équipes devant prendre part à la compétition, dont les Algériens du GS Pétroliers, étaient divisées en deux

conférences. Amadou Gallo Fall s'est montré peu disert sur le nouveau format, s'évertuant à dire que la BAL va explorer "toutes les formules possibles de compétition qui respectent l'intégrité du jeu et de fournir une belle expérience sportive et culturelle". Il n'a pas été plus précis sur l'agenda de la première édition de la BAL, informant que l'objectif est de tenir la compétition dans le premier semestre de 2021. "Nous explorons les différents scénarios possibles afin d'arrêter une

date qui convienne à tous notamment aux principales parties prenantes : notre partenaire, la FIBA, les équipes qui doivent faire le spectacle et le pays hôte", a indiqué Fall. Pour rappel, la saison inaugurale de la BAL, prévue du 9 au 20 décembre dans la "bulle" de Kigali, a été reportée à 2021. La pandémie de coronavirus avait déjà entraîné le report du démarrage de cette nouvelle Ligue, initialement prévu la première fois le 13 mars.

R.S

DJAMEL BELMADI (SÉLECTIONNEUR DE L'ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL)

## "Belaïli pouvait facilement jouer à Tottenham ou à l'Atlético Madrid"

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a estimé que l'ailier international Youcef Belaïli, mis à l'écart des "Verts" pour manque de compétition, pouvait prétendre à jouer au moins à Tottenham ou à l'Atlético Madrid, se disant "fâché" par la gestion de la carrière du joueur. "Le seul souci de Belaïli est la constance. Un talent de Youcef ajouté au professionnalisme d'Aïssa Mandi auraient permis au joueur d'évoluer au moins à Tottenham ou à l'Atlético Madrid. Je suis sûr de ce que je dis. Il a tellement de talent. J'aurais voulu qu'il soit plus constant, avoir un bon environnement autour de lui, qu'il comprenne qu'une carrière n'est qu'une seule fois, puis tout est terminé, qu'il ne faut pas avoir de regrets à la fin de sa carrière. C'est ça que j'ai vu un peu mal", a indiqué Belmadi vendredi sur les ondes de la Radio nationale. Entré en conflit avec son club saoudien de l'Ahly Djeddah,

Belaïli (28 ans) a fini par résilier son contrat, lui qui n'a plus joué depuis plusieurs mois. Il vient de trouver un point de chute en rejoignant le Qatar SC, pour un contrat de deux saisons. Les conséquences ont été lourdes pour le natif d'Oran, qui s'est retrouvé loin des plans de Belmadi. Ce dernier ne l'a pas retenu pour les quatre derniers matchs des "Verts", dont deux face au Zimbabwe, disputés les 12 et 16 novembre dans le cadre des qualifications de la CAN-2021.

"Je l'avais relancé pour le bien de tout le monde, car je connais ses qualités. Il s'est formidablement bien relancé en réalisant une belle CAN-2019, il a été performant. Mais il a fini par retomber dans ses travers, ça me fait doublement mal et ça me fâche pour mon pays, pour le groupe. J'ai toujours du mal à le digérer. C'est un gentil garçon, je l'aime beaucoup, j'ai de l'affection pour lui. Il est capable de hisser son niveau d'implication quand il le

veut", a-t-il ajouté. Avant de conclure : "C'est un joueur qui a son importance dans le groupe, il le sait, ça ne tient qu'à lui de se remettre sérieusement au travail et d'être performant. Ce qui m'intéresse désormais, c'est ce qu'il va faire maintenant, pour voir s'il peut revenir ou non en sélection. Belaïli doit comprendre d'une manière définitive qu'il faut arrêter d'être dans des hauts et des bas qui empêchent sa progression et sa constance dans le haut niveau". Invité mercredi sur un plateau de la chaîne qatarie Al-Kass, Belaïli a reconnu que sa mise à l'écart de l'équipe nationale était "logique", tout en présentant ses excuses. "Ma mise à l'écart de l'équipe nationale est logique parce que j'étais sans coup durant plusieurs mois. Belmadi était même en colère contre moi. Je lui demande pardon ainsi qu'au peuple algérien et je lui promets de revenir en force", a-t-il dit.

R.S

## Brèves

FOOT / LIGUE 1

### "La LFP prête à prendre en charge les tests PCR des clubs"

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a indiqué vendredi que son instance était prête à prendre en charge les tests PCR de dépistage du Covid-19, pour l'ensemble des clubs de la Ligue 1 professionnelle, à une semaine du coup d'envoi de la saison 2020-2021. "La LFP s'attelle à trouver des solutions pour un bon déroulement de la saison footballistique qui s'approche à grands pas. Nous sommes disposés à prendre en charge les tests PCR des clubs durant tout l'exercice, soit 1000 personnes, entre joueurs et staffs, par journée de championnat. Les pouvoirs publics doivent nous aider à faire réussir cette démarche, en garantissant ce type de tests dans chaque wilaya", a indiqué Medouar à la Radio nationale. Après huit mois d'attente causés par la pandémie de coronavirus (Covid-19), le football algérien reprendra ses droits ce samedi avec le déroulement de la Supercoupe d'Algérie entre l'USM Alger et le CR Belouizdad au stade du 5-Juillet (20h30), suivie une semaine plus tard par le début du championnat, fixé au week-end du 27-28 novembre. Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF), réuni jeudi, a fini par trancher définitivement le système de compétition, en maintenant un championnat à 20 clubs et 38 journées. "La compétition débutera la semaine prochaine. La phase aller sera bouclée le 2 mars. C'est tout à fait normal que la saison soit clôturée en juillet ou au plus tard en août, soit en pleine période de grosses chaleurs. Nous sommes obligés de terminer la saison en été pour des raisons exceptionnelles", a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : "La programmation sera élaborée en concertation avec la télévision nationale, dans le but de retransmettre le maximum de matchs. Nous allons disputer cinq journées en décembre prochain. Les clubs engagés dans les compétitions continentales verront leurs matchs avancés ou décalés, tout sera fait dans la règle de l'art. Programmer 38 journées paraît énorme, mais on finira par y arriver". Enfin, et en vue de la reprise des entraînements des clubs de la Ligue 2 amateur, Medouar a indiqué qu'une "réunion aura lieu la semaine prochaine entre le ministère de la Jeunesse et des Sports et la FAF pour aborder le sujet et prendre les décisions qui s'imposent".

R.S

FOOT / LIGUE 1 - CS CONSTANTINE

### Blessé, Amrane incertain pour le coup d'envoi du championnat

L'attaquant du CS Constantine, Faik Amrane, s'est blessé jeudi lors du match amical ayant opposé son équipe au CA Bordj Bou Arréridj (0-0), et semble donc incertain de participation à la première journée de championnat, prévue le week-end prochain. Le buteur de 23 ans s'est blessé à la cuisse droite et a quitté le terrain du stade Ben Abdelmalek de Constantine avec une grosse poche de glace sur la partie douloureuse de sa jambe. Pour l'heure, le vieux club constantinois a évité de spéculer sur la durée d'indisponibilité de son joueur, préférant attendre que ce dernier passe des examens plus approfondis, pour être fixé. La saison 2020-2021 de L1 débutera pendant le week-end du 27-28 novembre. Le CSC jouera son premier match à domicile, face au nouveau promu WA Tlemcen.

R.S

Brèves

NUCLÉAIRE

L'Iran appelle la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni à respecter leurs engagements

Le ministère iranien des Affaires étrangères a appelé vendredi la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, les trois pays européens signataires de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien (JCPOA), à respecter leurs engagements au regard de cet accord en protégeant les droits au nucléaire de l'Iran qui y sont soulignés.

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, désignés collectivement sous le signe d'E3 dans le cadre de cet accord international, devraient cesser de rejeter la faute politique sur les autres et s'acquiescer de leurs engagements envers cet accord multilatéral, a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh, cité par des médias. Téhéran a fait ces déclarations en réaction à un communiqué récent de l'E3 appelant l'Iran à respecter toutes ses obligations au regard du JCPOA, ainsi que le traité de non-prolifération.

"Les activités nucléaires pacifiques de la République islamique sont en pleine conformité avec le droit international, et elles sont tout à fait légales et légitimes", a précisé M. Khatibzadeh. L'Iran a réduit ses engagements envers le JCPOA, en réponse au retrait des Etats-Unis de l'accord en 2018, de leurs sanctions contre l'Iran ainsi que de "l'échec" de l'Europe à honorer ses obligations envers les droits de l'Iran, a-t-il dit.

Le porte-parole a exprimé la volonté de l'Iran de renouveler ses engagements si les autres parties honorent leurs propres obligations.

SAHARA OCCIDENTAL

La Suède affirme son soutien à l'organisation du référendum d'autodétermination

La ministre suédoise des Affaires étrangères, Mme Ann Linde a fait part de sa profonde inquiétude concernant les derniers développements dans la région d'El-Guerguerat au Sahara Occidental, affirmant que le Gouvernement de Suède soutient entièrement les efforts des Nations unies pour l'apaisement et l'organisation du référendum, étant le seul moyen à même de garantir l'expression libre du peuple sahraoui, comme le stipulent les décisions internationales. Répondant à une question du député, Luta Johnson, rapportée, vendredi, par l'Agence de presse sahraouie (SPS), la cheffe de la diplomatie suédoise a déploré le fait que "le référendum qui devra être organisé pour déterminer la situation finale du Sahara Occidental n'a pas eu lieu", mettant l'accent sur la nécessité et l'importance d'"aller de l'avant dans la reprise du processus politique supervisé par l'ONU". Mme Linde a abordé le dernier rapport de son ministère sur les droits de l'Homme, la démocratie et la primauté de la Loi au Sahara Occidental, publié en juin 2020, lequel a fait état, a-t-elle rappelé, de violations des droits de l'Homme dans le territoire, "particulièrement à l'encontre des partisans de l'autodétermination pour le peuple sahraoui", ce qui est a été confirmé même par l'ONU au sujet d'arrestations arbitraires de partisans de l'autodétermination et de condamnations à des peines de prison à l'encontre de journalistes en raison de leur couverture des manifestations". A ce propos, Mme Linde indique que "le dialogue en cours au niveau européen avec le Maroc inscrit la démocratie et les droits de l'Homme, parmi les composantes importantes, chose qui a été soulevée en 2019", a-t-elle ajouté.

AFGHANISTAN

Au moins 8 morts dans des explosions à Kaboul



Au moins huit personnes sont mortes samedi lors d'une série de fortes explosions au centre de Kaboul en Afghanistan, venant notamment de roquettes s'étant abattues près de la Zone verte où se trouvent ambassades et compagnies internationales, a indiqué une source gouvernementale. "Vers 8h40 ce matin, les terroristes ont tiré 23 roquettes sur la

ville de Kaboul. Selon les informations initiales, huit personnes ont été tuées et 31 autres blessées", a déclaré le porte-parole du ministre de l'Intérieur Tariq Arian. Le porte-parole de la police de la capitale afghane, Ferdaws Faramarz, a confirmé ces détails et ce bilan. L'ambassade iranienne a annoncé sur Twitter que son bâti-

ment principal avait été endommagé par les fragments de roquette, mais qu'aucun de ses employés n'a été blessé. Des photos sur les réseaux sociaux semblent montrer des dommages sur le mur extérieur d'un vaste complexe médical. Les explosions se sont produites dans des zones densément peuplées, notamment à proximité de la Zone verte centrale et dans un

quartier du nord. Aucune revendication n'a pour l'heure été émise, mais des responsables du gouvernement afghan ont accusé les talibans. Des alarmes ont retenti du côté des ambassades et des entreprises, dans et autour de la Zone verte, un quartier fortifié qui abrite des dizaines de compagnies internationales et leurs employés.

PANAMA

La justice annule la relaxe de l'ex-président Martinelli

Un tribunal du Panama a annulé vendredi un jugement de relaxe prononcé l'an dernier en faveur de l'ex-président Ricardo Martinelli (2009-2014), et a ordonné qu'il soit jugé, pour espionnage et corruption pendant son mandat, a annoncé le parquet. "La Cour supérieure d'appel, à la majorité, a admis le recours en annulation, dans une affaire d'écoutes téléphoniques, et a ordonné qu'un nouveau procès ait lieu, à la demande des avocats des plaignants et du ministère public", a indiqué le parquet sur Twitter. Cette décision d'annuler le jugement de 2019 et d'organiser un nouveau procès à l'encontre de l'ancien chef de l'Etat, âgé de 68 ans, a été annoncée après une audience virtuelle. Le 9 août 2019, un tribunal panaméen avait déclaré Ricardo Martinelli "non coupable" des accusations d'espionnage et de détournement de fonds

publics. Il était notamment accusé d'avoir placé sur écoute, entre 2012 et 2014, quelque 150 opposants à son gouvernement. "C'est positif que le dossier ne soit pas refermé et qu'il y ait une seconde occasion de prouver que cet homme a espionné ses adversaires politiques en utilisant les ressources de l'Etat et en violant les droits de l'homme", a déclaré l'un des plaignants, Mitchel Doens, cité par l'agence AFP. Le milliardaire, magnat des supermarchés, avait remporté l'élection présidentielle en 2009 après avoir tenu un discours de dénonciation de la classe politique et de la corruption. Mais une fois son mandat achevé, la justice panaméenne a enquêté sur de nombreux scandales le concernant et une douzaine de ministres ont été arrêtés pour corruption présumée. Dans cette affaire, le parquet a demandé une peine de 21 ans de prison contre l'ancien chef d'Etat.

ETHIOPIE

Trois anciens présidents pour une médiation

L'union africaine a désigné trois anciens présidents comme envoyés spéciaux en Ethiopie pour tenter une médiation entre les parties en conflit, a annoncé vendredi soir le chef de l'Etat sud-africain Cyril Ramaphosa, qui assure actuellement la présidence tournante de l'UA. Joaquim Chissano, ancien président du Mozambique, Ellen Johnson-Sirleaf, ancienne présidente du Liberia, et Kgalema Motlanthe, ex-président d'Afrique du Sud, ont ainsi été nommés, a annoncé M. Ramaphosa dans un communiqué, exprimant son "désir profond de mettre fin au conflit grâce au dialogue entre les parties". Ils voyageront en Ethiopie pour "créer les conditions d'un dialogue national ouvert pour régler les questions ayant mené au conflit", a-t-il ajouté, sans préciser de calendrier. La désignation de ces envoyés spéciaux vise à "aider le peuple fraternel d'Ethiopie à trouver une solution aux problèmes actuels, dans un esprit de solidarité, guidés par le dictum de «solutions africaines à des problèmes africains», a-t-il ajouté.

HAUT-KARABAKH

Des Casques bleus russes contrôlent le cessez-le-feu

La mission russe de maintien de la paix exerce un contrôle effectif sur le cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh, a déclaré vendredi le président russe Vladimir Poutine. "Nos militaires maintiennent un contrôle effectif sur le cessez-le-feu, qui est observé par les deux parties", a déclaré Poutine lors d'une réunion sur le Haut-Karabakh, selon un com-

munié du Kremlin. "Un déniage rapide a permis d'établir des communications fiables dans la région, et le déploiement de nos forces de maintien de la paix a permis d'arrêter l'effusion de sang et d'éviter de nouvelles victimes", a-t-il déclaré. "Dans l'ensemble, la situation s'est stabilisée", a-t-il ajouté. Le personnel des services russes escorte les réfugiés et met en

conformité les bâtiments résidentiels, les routes et les installations sociales, a déclaré le président, ajoutant qu'il "assure également la sécurité des convois de fournitures humanitaires". M. Poutine a déclaré qu'il restait en contact étroit avec les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, et qu'il était prévu d'envoyer dans ces deux pays des délégations interministérielles

russes, chargées de veiller à la mise en oeuvre du cessez-le-feu et de s'occuper des questions humanitaires. L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'affrontent dans la région montagneuse du Haut-Karabakh depuis 1988. Le dernier cycle de conflit armé a éclaté dans la région en septembre, causant de lourdes pertes humaines et matérielles.

ETATS-UNIS

# Trump s'entête, mais l'étau se resserre

Donald Trump, qui refuse toujours d'accepter sa défaite face à Joe Biden, a poursuivi vendredi sa croisade, suscitant des interrogations sur la façon dont il compte sortir de ce qui ressemble chaque jour un peu plus à une impasse.

"La campagne que, d'ailleurs, j'ai gagnée...": au détour d'une déclaration sur le prix des médicaments, à l'issue de la laquelle il n'a répondu à aucune question, le président américain s'est de nouveau posé en vainqueur, contre toute évidence.

Symbole d'une position de plus en plus intenable pour le tempétueux président, la Géorgie, où Joe Biden l'a emporté d'une courte tête, a officiellement certifié vendredi après-midi les résultats de l'élection.

"Les chiffres ne mentent pas", avait déclaré un peu plus tôt Brad Raffensperger, le secrétaire d'Etat républicain de cet Etat du Sud. "Ils représentent le verdict du peuple".

A quel moment, le président américain reconnaîtra-t-il sa défaite pour permettre une transition normale ? Bombardée de questions sur ce thème, sa porte-parole, Kayleigh McEnany, a esquivé. "Le président a lancé des actions en justice, il prend les choses au jour le jour", a-t-elle simplement répondu, lors d'un point-press particulièrement tendu. Reclus dans la Maison Blanche, Donald Trump a commencé sa journée en retweetant une vidéo de la stupéfiante conférence de presse de la veille de son avocat personnel Rudy Giuliani.

Pendant près de deux heures, ce dernier, dégoûlant de sueur, multipliant les digressions, a accusé, sans preuves, le parti démocrate d'avoir organisé une fraude à grande échelle. Le président américain a, par ailleurs, reçu des élus locaux du Michigan, Etat-clé qu'il avait emporté en 2016 face à Hillary Clinton et qu'il a perdu cette année face à Joe Biden.

Cette invitation, ou moment où l'Etat doit certifier lundi les résultats de l'élection du 3 novembre, a suscité une levée de boucliers. Bob Bauer, avocat de l'équipe Biden, a dénoncé vendredi une initiative "affligeante" et "pathétique". "Nous ne sommes pas au courant d'informations qui pourraient changer l'issue de l'élection dans le Michigan", ont déclaré les élus républicains, après leur rencontre avec le Président. "Le processus de certification devrait se dérouler sans menace et intimidation". Le sénateur républicain Mitt Romney a, lui, accusé le Président d'exercer "des pressions manifestes sur les



autorités nationales et locales" pour "renverser la volonté du peuple". "Il est difficile d'imaginer une action pire et plus antidémocratique de la part d'un président américain en exercice", a lâché cet habituel critique de Donald Trump. Interrogée sur cette rencontre, Kayleigh McEnany a affirmé, sans convaincre, qu'elle n'avait rien à voir avec les résultats électoraux et faisait partie des rendez-vous classiques du Président avec différents élus du pays.

REGARD SÉVÈRE DES AMÉRICAINS

"Il est difficile de comprendre comment cet homme raisonne", a estimé jeudi Joe Biden. "Je suis convaincu qu'il sait qu'il a perdu et que je prêterai serment le 20 janvier. Ce

qu'il fait est tout simplement scandaleux", a ajouté le prochain président, qui fêtait vendredi ses 78 ans, deux mois, jour pour jour, avant sa prise de fonction. Dans une étude rendue publique vendredi, le Pew Research Center a analysé le regard porté par les Américains sur le comportement de Donald Trump et de Joe Biden depuis l'élection du 3 novembre.

Le résultat est sans appel et sévère pour l'actuel locataire de la Maison Blanche : seulement 31 % des personnes interrogées pensent que son attitude a été "bonne" ou "excellente" (contre 62 % pour Joe Biden). Au niveau national, Joe Biden a remporté près de 80 millions de voix lors du scrutin de novembre, contre un peu moins de 74 millions pour le milliardaire républicain.

Mais la présidence se joue au travers d'un système de grands électeurs attribués dans chaque Etat. Un à un, les Etats-clés, qui ont basculé du côté du démocrate, devaient certifier leurs résultats dans les jours à venir. Preuve du malaise croissant que l'attitude du Président suscite au sein du parti républicain, l'un de ses sénateurs, Lamar Alexander, a appelé Donald Trump à enclencher la transition. Il n'a pas qualifié Joe Biden de président élu, mais a estimé qu'il avait "une très bonne chance" de l'emporter. Si M. Alexander, élu du Tennessee, s'appête à quitter son siège, il est cependant le plus haut républicain du Sénat à prendre position en ce sens depuis l'annonce des résultats le 7 novembre.

AFP

AFGHANISTAN

## Dernier coup de fouet de Pompeo aux négociations

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a rencontré hier au Qatar des négociateurs des talibans et du gouvernement afghan, au moment où Donald Trump accélère le retrait des troupes américaines d'Afghanistan malgré la violence persistante. Au moins huit personnes ont été tuées et 31 autres blessées hier par des roquettes qui se sont abattues sur le centre de Kaboul, dans des zones densément peuplées de la capitale afghane, près de la Zone verte où se trouvent ambassades et compagnies internationales. Des responsables du gouvernement afghan ont accusé les talibans mais le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a revendiqué l'attaque dans un communiqué publié sur ses chaînes Telegram. "Je serais très intéressé de connaître votre avis sur la manière dont nous pouvons augmenter la probabilité d'une issue favorable", a déclaré M.

Pompeo lors de sa rencontre avec le gouvernement afghan à Doha, où se tiennent les négociations interafghanes. Le chef de la diplomatie américaine a également rencontré l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, avec lequel il a évoqué les "relations bilatérales stratégiques" et les dossiers internationaux. Le 29 février, Mike Pompeo avait assisté dans la capitale qatarie à la signature d'un accord historique entre les Etats-Unis et les talibans pour mettre fin à la plus longue intervention militaire américaine de l'histoire.

DÉPART DES TROUPES

Le ministre de Donald Trump, venant d'Abou Dhabi, termine ce week-end dans le Golfe une tournée dans sept pays d'Europe et du Moyen-Orient alors que le président sortant, tout en refusant de reconnaître la victoire du démocrate Joe Biden à l'élection du 3 novem-

bre, accélère ses priorités de fin de mandat. Plus tôt dans la semaine, le Pentagone avait ainsi annoncé le retrait de quelque 2 000 soldats supplémentaires d'Afghanistan d'ici le 15 janvier : cinq jours avant la prise de fonctions du président élu Biden, il n'en restera plus que 2 500. Le calendrier établi entre Washington et les talibans prévoit un départ complet des troupes mi-2021 mais sur la base de conditions que plusieurs observateurs ne jugent pas remplies à ce stade. Donald Trump a promis à plusieurs reprises de mettre fin aux "guerres sans fin" des Etats-Unis, notamment en Afghanistan où l'armée américaine est intervenue après les attentats du 11 septembre 2001. Les alliés européens de Washington, mais aussi certains ténors républicains, ont exprimé leur préoccupation face à ce retrait que beaucoup jugent prématuré.

Joe Biden, sur un rare terrain d'entente avec Donald Trump, souhaite également mettre fin à la guerre en Afghanistan, même si les modalités de retrait peuvent varier entre les deux hommes. Signe d'une possible continuité sur ce dossier délicat, plusieurs voix appellent d'ailleurs le démocrate à garder en fonctions le négociateur américain Zalmay Khalilzad une fois à la Maison Blanche.

MONTÉE DE LA VIOLENCE

Les insurgés ont engagé depuis mi-septembre leurs premières négociations directes avec le gouvernement de Kaboul mais ces discussions ont presque immédiatement capoté en raison de désaccords. Après deux mois sans réelles avancées, plusieurs sources ont déclaré à l'AFP vendredi que les deux parties semblaient avoir résolu un point-clé de mésentente sur les

règles des négociations. Elles se sont ouvertes après l'accord entre les talibans et Washington, les Etats-Unis acceptant de retirer leurs troupes en échange de garanties sur la sécurité et sur le début de pourparlers. Mais les violences ont augmenté dans tout le pays, les rebelles multipliant les attaques quotidiennes contre les forces de sécurité afghanes. Le retrait d'une partie des troupes américaines d'ici le 15 janvier a été critiqué par les habitants de Kaboul qui craignent que cela n'encourage les talibans à déclencher une nouvelle vague de combats. Les civils afghans sont, depuis longtemps, les principales victimes du conflit. Les autorités de Kaboul craignent également que les talibans ne durcissent leurs positions dans les négociations où sont en jeu des sujets-clés comme les droits des femmes.

AFP

# Le monde du Covid s'installe dans la durée ... et dans le totalitarisme

*Quelle chance de voir ce qu'est un monde progressiste ! Qui aurait pensé, il y a un an de cela, que nous serions docilement plus ou moins coincés à domicile, en tout cas culpabilisés dès que l'on met un nez insolent dehors, libre, au grand air, alors qu'il n'y aurait pas de nécessité impérieuse de ne pas s'autoconfiner ? Qui aurait pensé qu'il deviendrait criminel de voir ses proches, de faire des bisous à sa grand-mère, de chahuter avec ses frères et soeurs ?*

Qui aurait osé imaginer des prétentieux affirmer sur les plateaux-téles que Noël et Nouvel An doivent être remis dans les cartons de l'Antique monde, du monde libre, puisqu'ils sont devenus des "clusters" désormais et que le confinement est lui le mode normal et permanent d'existence ? En France, on joue carte ouverte, à Moscou et en Russie on tente une version adoucie, mais l'enjeu est le même : mettre à mort la civilisation dans laquelle nous avons grandi et favoriser l'impasse de ce nouveau monde, inhumain. Inhumain dans le sens direct du terme, puisque l'Homme n'y a plus sa place, puisqu'il n'est qu'un danger pour l'autre et pour soi, puisqu'en toute logique il doit donc en disparaître dans son humanité et n'être qu'un sac de molécules hermétiquement fermé par le nombril. Ce que je me demande, c'est ce qu'il faudra encore pour qu'une force politique puisse regrouper les mécontentements individuels. Car de ce côté, c'est la grande pénurie ...

Ne vous faites pas d'illusions, les mesures liberticides qui sont adoptées dans nos pays ne sont pas temporaires. Au printemps encore, nos dirigeants faisaient semblant de nous expliquer, la main sur le cœur, la larme hésitante au bord de la paupière, le regard empathique et la voix légèrement tremblotante - juste ce qu'il faut, pas plus pour ne pas surjouer la scène de la compassion et du sacrifice nécessaire du peuple pour la Grande Guerre sanitaire - que c'était temporaire. Il faut faire un effort un moment et tout rentrera dans l'ordre. Ensuite, au début de l'automne, il semblait qu'un vaccin aussi rapide que miraculeux allait sauver l'humanité des virus, il fallait donc faire encore un effort en attendant.

**MAINTENANT, LE TEMPS DE L'EFFORT EST TERMINÉ, CELUI DE L'ADAPTATION FORCÉE EST ARRIVÉ.**

L'état d'urgence sanitaire, le couvre-feu, le confinement, le masque obligatoire (bientôt même au domicile), la destruction des services publics de l'enseignement, de la justice ou de la médecine - paradoxalement au nom d'une survie biologique se voient partout à des degrés divers. Une économie de proximité, qui doit passer son chemin ou se défaire dans le numérique et dans les transnationales. Chaque pays adapte plus ou moins en fonction du niveau de soumission de la population, mais tout est orienté vers le même but : la transformation de la société par la mise à mort de la résistance collective et individuelle, du fonctionnement normal des institutions réduites à un rôle répressif et de l'économie nationale pour faire plier et les États, dont le déficit explose, et les individus mis en situation de survie et ayant d'autres problèmes plus urgents, que réfléchir serinement à ce qui se passe.

Ainsi, le référent temporel change. En France, l'état d'urgence sanitaire (sauf sursaut du Conseil constitutionnel), dont on ne sort pas, va être prolongé jusqu'au 16 février 2021 et le régime transitoire de sortie jusqu'au 1er avril 2021. A Moscou, alors que la propagande fin du monde prend une ampleur à faire pâlir d'envie (ou d'horreur) la Pravda, le maire de Moscou a adopté des mesures locales, sans contrôle ni parlementaire, ni fédéral, ni judiciaire, jusqu'au 15 janvier 2021. Certes, formellement il n'y a ni confinement, ni port du masque obligatoire dans la rue, ni couvre-feu comme en France, mais, pour l'essentiel, les écoles et les universités moscovites passent obligatoirement à distance (et il recommande au Gouvernement en fine de faire pareil, oubliant la hiérarchie des normes), tout ferme à 23h, les QR Codes pour aller dans des établissements le jour sont fortement "recommandés", il est fortement recommandé aux écoliers et étudiants d'être en isolement, les personnes âgées de plus de 65 ans également et leurs



cartes de transport gratuites ou à tarif réduit sont suspendues. C'est une version allégée de ce qui se passe en France, même si les associations de restaurateur ont déjà annoncé qu'avec les QR Codes la fréquentation a baissé et qu'à ce rythme-là c'est environ 50% des établissements qui peuvent fermer d'ici la fin de l'année - la vente à distance ne compense rien, finalement. C'est fait pour durer. En France, c'est annoncé plus clairement. Oubliez le mot de "déconfinement", vous êtes à la maison et restez-y. De toute manière, vous n'avez plus d'argent pour sortir et l'on vous a aidé en réduisant les possibilités de sortir.

Cela d'autant plus que dans le monde du Covid, le travail à distance doit être la norme, même s'il est beaucoup moins efficace, comme l'a constaté - avec surprise - le très politiquement correcte et progressiste dirigeant de la banque russe VEB, Igor Chouvalov. Pour lui, il n'y a pas dans sa banque de personnes qu'il ne soit pas nécessaire de faire sortir du travail à distance, car il est constamment nécessaire de communiquer, de se voir, d'échanger. A juste titre, il souligne que nous ne sommes pas prêts à travailler réellement à distance, pas seulement du point de vue technologique, mais humain. Sans même parler du manque d'efficacité du travail à distance, qui ne peut être qu'un moyen exceptionnel :

"C'est très bien qu'il existe, quand il est impossible de se réunir. Mais ce n'est pas la même énergie, ni la même réactivité que nous avions avant ce régime. Beaucoup disent "Je travaille même plus". C'est vrai et je le vois moi-même : on organise beaucoup de conférences, on fatigue, mais je ne peux pas dire qu'il y ait plus de résultats."

Et la crise économique qui s'intensifie quasiment dans tous les pays n'est pas sans rappeler les heures sombres de notre histoire. En Russie, la Cour des comptes annonce le risque d'un déficit incontrôlable des budgets des régions, même Moscou lance des obligations pour compenser son budget. Et la gestion globalisée du Covid, qui a déjà coûté très cher à nos économies nationales, ne va pas améliorer la situation dans les mois qui viennent.

Mais au-delà des considérations socio-économiques, l'attaque contre les symboles et les valeurs de nos sociétés, étiquetées "anciennes" donc dépassées, n'est pas sans alerter. Les messes en France sont suspendues à des temps meilleurs, manifestement lorsque la population aura renié le Christ et que sans Dieu, tout sera permis. Surtout le pire. C'est le seul intérêt que cela

présente. Ainsi, les délais de restriction couvrent les fêtes de Noël et de Nouvel An, nos repères civilisationnels doivent être détruits.

**JE CITE :**

Mais pour certains invités de BFM TV, la question est toute tranchée : "Moi, si je devais avoir un avis purement scientifique et rationnel, je dirais plutôt d'annuler Noël et d'annuler la Saint-Sylvestre sans hésiter en fait", a ainsi estimé le médecin Julien Lenglet, qui voit les fêtes de fin d'année comme "un cluster national, géant, intergénérationnel qui est à l'origine d'une potentielle troisième vague, sans ambiguïté", tout en ajoutant que les Français n'ont pas cette "discipline collective" pour respecter les gestes-barrières dans la sphère privée, selon lui.

Bien plus que le virus, car grande chance pour ces progressistes il y aura toujours des virus, le fond du problème semble être l'Homme. L'Homme vivant, sociable, familiale. Qu'il faut transformer en sac de molécules fermé par un nombril hermétique, sac rangé entre quatre murs avant d'être rangé entre quatre planches.

En attendant, "l'optimisation" des hôpitaux continue, les patients ont droit à des consultations virtuelles d'une qualité sans surprise, près de 100 000 lits ont été fermés entre 1993 et 2018, et en pleine crise les suppressions, et de postes et de lits, ne sont pas remises en cause, notamment dans l'Est. Dans l'Union européenne, la France est l'un des pays les plus désindustrialisés avec la fermeture de 2 500 000 d'emplois industriels depuis 1970 ... au profit des multinationales, qui sont particulièrement présentes en France, et des délocalisations. Et le Covid, avec pourtant la fermeture sélective des frontières qui avait assez naïvement provoqué l'attente d'une relance de la production intérieure, ne change rien à la donne, Renault, par exemple, va produire en Chine un véhicule électrique ... destiné à la France.

Bref, ce nouveau monde, qui se dessine, froid, inhumain, cachant le cynisme derrière une voile de rationnel, la barbarisation derrière le culte technologique, prend ses racines dans nos choix politiques antérieurs, il n'est que la radicalisation de nos erreurs passées.

Mais aucune force politique, ni en France ni ailleurs, n'émerge aujourd'hui pour proposer une voie alternative. En ce sens, ce monde est véritablement global, avec tout le totalitarisme que cela suppose.